revue bimestrielle d'information et d'analyse

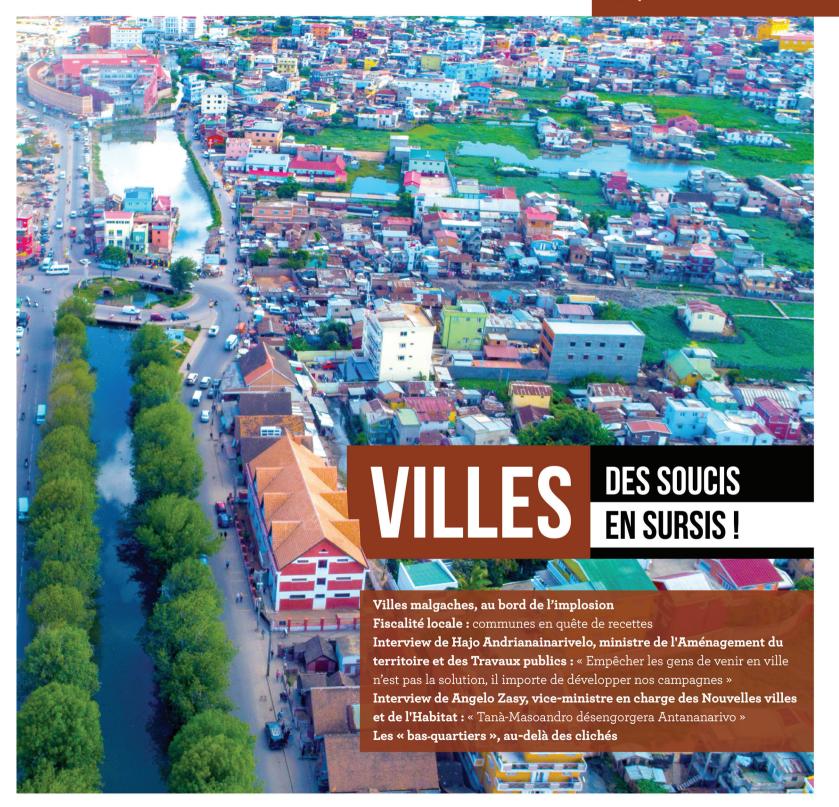
politika.

Février Mars

#21



ConsommationLes revers de l'interventionnisme étatique



Sommaire

PRÉLUDE

3 - Campagne de "vaccinaction"

POLIS

- 4 Vie de la Nation : le Président au contrôle
- 6 Interview de Andriamampandry Todisoa, député élu dans le sixième arrondissement
- 8 Genre et politique : les femmes et la réconciliation à Madagascar

EKONOMIA

- 12 Lutte contre l'inflation : les revers de l'interventionnisme étatique
- 14 Interview de Gilchrist Rakotoson, directeur du commerce intérieur, au sein du Mica
- 16 Monnaie nationale : survivre est notre « devise »
- 17 Développement : de la création à la répartition inégalitaire des richesses

FOCUS

GRAND DOSSIER

- 20 Des villes en sursis...
- 22 Interview de Hajo Andrianainarivelo, ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics
- 26 Bas-quartiers : de la résilience à l'état brut
- 28 Interview de Rakotoarimanana, ancien chef fokontany
- 29 Fiscalité locale : des communes en quête de recettes
- 31 Interview de Herinjato Ramamenosoa, maire de la commune d'Ankaraobato
- 32 Interview de Sandrina Randriamananjara, membre de l'APUM
- 35 Nouvelles villes : Tanà-Masoandro, le choix de la raison
- 36 Interview de Zasy Angelo, vice-ministre en charge des Villes nouvelles et de l'Habitat
- 40 Assainissement : une sale affaire des villes
- 41 Étude sur l'intérêt accordé par les citoyens et les cybercitoyens à la thématique de la décentralisation

NOTA BENE

46 - Payons ceux qui sauvent le monde

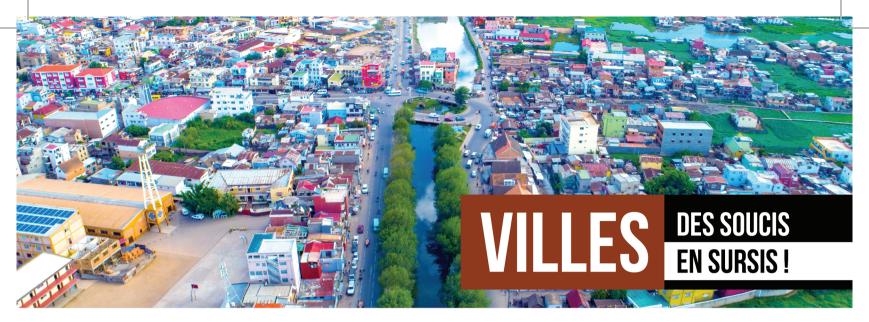












prélude

e président de la République a tous les leviers entre ses mains: l'Exécutif, les deux chambres, le judiciaire. Il n'y a donc plus aucune entrave ni excuse institutionnelle pour les prises de décisions. La situation est connue sous nos vertes contrées: Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana l'ont vécue. Ils ont vécu les mêmes issues, cependant. La leçon que l'on peut tirer du passé est que, dans ces moments d'euphorie, le vrai adversaire c'est souvent soi-même. En avançant avec un peu trop de confiance, on risque de trébucher.

Dans cette configuration, l'administration tend fréquemment à confondre vitesse et précipitation. Il est vrai que les crises sont des occasions de réformes, mais leur mise en place nécessite une vraie technicité. Les grèves récurrentes au sein des universités ont conduit le ministère de tutelle, sous l'impulsion de la Présidence, à accélérer la digitalisation de la gestion des bases de données des universités et des bourses. Ce qui constitue le premier pas. Mais les vraies questions doivent être posées quant au futur de ces bourses et des universités dans leur ensemble, à travers leur gestion.

Dans ces moments délicats, il est important de s'entourer de personnes compétentes, lucides et ayant une vision périphérique de tous les évènements et de leur déploiement dans le temps et dans l'espace pour tirer des conclusions servant aux actions. Le constat est d'autant plus véridique que la Grande île évolue avec une administration lourde. Gérer des dossiers aussi délicats que l'inflation, la question sanitaire (vaccin, ouverture des frontières...), des foyers de tension...relève d'un exercice difficile. L'interminable crise sanitaire contribue, en outre, à boucher l'horizon et incite justement à prendre des décisions judicieuses dès à présent. Car

il est de plus en plus probable que la crise durera.

Tous les spécialistes l'accordent : le virus est parti pour rester durablement dans le pavsage sociétal et sanitaire. Les variantes ne feront que se multiplier, d'où la nécessité de prendre les bonnes décisions en adéquation avec les moyens en nos possessions. La fermeture des frontières, par exemple, occasionne des pertes incommensurables sur l'économie locale. Les dégâts risquent de durer dans le temps et les cicatrices ne se refermeront pas d'aussitôt. Les mesures tampons adoptées par l'Exécutif peinent à porter leur fruit. Il serait envisageable, à la manière de l'Union européenne, d'évoquer un passeport vaccinal avec l'Union africaine. Ou d'autres mesures qui pourraient permettre à la Grande île de relancer son industrie touristique.

Dans les démocraties les plus «matures», le rôle de l'opposition est d'être une balise pour éviter aux dirigeants un peu trop euphoriques d'aller au-delà des limites prévues par la loi fondamentale et de leur permettre d'avoir des idées contradictoires sur ces sujets de société. Sous nos cieux loin d'être bleus, dès qu'elle prend position, elle est critiquée, voire raillée. Des moqueries nourries par les spadassins zélés de l'administration qui se réfugient derrière les milliers de comptes fake. C'est de bonne guerre. Certes – et bien souvent les laudateurs de l'équipe en place nous le rappellent – les différentes élections ont débouché sur la configuration actuelle, mais il est important d'avoir en esprit le taux de participation famélique qui doit faire interroger tout l'écosystème politique local, aussi bien les formations politiques, la société civile que les citovens.

Cette rupture pratiquée par certains leaders a été aussi le fait de nombreux électeurs, qui, par rage ou lassitude, passèrent outre ce devoir citoyen fondamental. Les votants doivent se faire vacciner contre cette paresse électorale afin de donner une vraie assise politique et populaire au prochain Président.

Nous le voyons bien, quand on vote pour un président de la République, on adhère à une vision de société. Le chef de l'État, quand il était candidat, avait fait comprendre qu'il allait beaucoup miser sur les infrastructures. L'étonnement, voire l'incompréhension, par rapport aux priorités étatiques actuelles n'a donc pas lieu d'être si l'on s'intéresse un tant soit peu à la vie de la Nation. P

Campagne de «vaccinaction»



Andriamanambe RAOTO

Polis

4 - Vie de la Nation : le Président au contrôle 6 - Interview de Andriamampandry Todisoa, député élu dans le sixième arrondissement : « Andry Rajoelina veut reproduire le style de Didier Ratsiraka » 8 - Genre et politique : les femmes et la réconciliation à Madagascar



Vie de la Nation Le Président au contrôle

Aujourd'hui, tous les leviers du pouvoir sont entre les mains de Andry Rajoelina. Ce boulevard lui permettra de mener à bien tous les projets qu'il entend mener. L'auteur de l'article prévient que tout ne sera pas si rose.



L'arrivée de la nouvelle législature au niveau du Sénat de Madagascar vient de mettre un terme aux dissensions qui existaient entre cette institution et l'administration Rajoelina. Les deux chambres du parlement sont toutes les deux dominées par la bannière orange, et ce, d'une façon très significative.

DEUX ANS DE GOUVERNANCE

Cet état de fait vient renforcer la mainmise du leader orange sur l'appareil d'État et lui paver la voie pour l'ensemble de ses initiatives et projets quant au devenir du pays. En effet, les chiffres sont sans appel: 107 députés dans le groupe parlementaire Isika rehetra miaraka amin'i Andry Rajoelina (IRD/ IRMAR) au niveau de l'Assemblée nationale, 10 sénateurs Irmar élus sur les 12, en plus des six nommés par décret présidentiel, la totalité des gouverneurs actuellement à la tête des régions a été désignée par le régime en place. Le même constat est valable pour les municipalités et leurs conseils ainsi que l'administration au niveau central, territorial et local du moins. Après plus de deux ans de gouvernance, la patience commence à être mise à mal du côté de l'opinion, car les résultats sont loin du compte. Puis, Covid-19 ou pas, la population ne peut pas se satisfaire éternellement d'annonces et de promesses et encore moins d'excuses.

LA TENTATION DE L'AUTOCRATIE N'EST-ELLE PAS GRANDE ?

Dans ce contexte, le récent renouvellement du Sénat a retiré une épine du pied du régime, lui laissant la voie grande ouverte pour concrétiser sa vision pour Madagascar. Cependant, le Plan émergence Madagascar (PEM) Initiative émergence Madagascar (IEM) n'a toujours pas été finalisé. Il n'y a à ce jour aucune indication sur ce que ce régime entend réaliser en dehors des annonces et discours du président de la République. Ce plan devrait permettre de mettre fin au suspense et donner des détails sur ce qui peut être attendu, comment et avec quelles ressources. La configuration actuelle des deux chambres laisse croire que tous les projets de lois ou d'amendements initiés par le gouvernement passeront comme une lettre à la poste d'autant plus que bon nombre de textes datant de la dernière législature attendent d'être discutés et adoptés au niveau du Sénat. Dans les faits, nous nous retrouvons dans une certaine forme d'autocratie, car l'équilibre des pouvoirs semble se pencher en faveur du régime actuel qui a réussi l'exploit d'avoir une majorité incontestable au niveau du parlement. Du côté du pouvoir judiciaire, le renouvellement imminent du Conseil supérieur de la magistrature de Madagascar (CSM) ainsi que de la Haute cour constitutionnelle (HCC) permettrait de réaliser un «combo» qui assurerait un confort rendant jaloux plus d'un.

Covid-19 ou pas, la population ne peut pas se satisfaire éternellement d'annonces et de promesses et encore moins d'excuses.

QUELLES SONT LES LIMITES?

D'un point de vue extérieur, on serait en droit de se demander qu'est-ce qui pourrait alors empêcher de mener à bien et de réaliser tous les desseins présidentiels pour le pays (IEM, Velirano, Politique générale de l'État, PEM, etc.) quels qu'ils soient, que ce soit au sein de l'administration ou des secteurs et des domaines dont l'État a la charge? Et pourtant, rappelons-nous de la communication durant la mise en place des standards de service dans toute l'administration qui devait se faire dans les trois mois, ou encore des événements qui ont fait couler de l'encre grâce à l'effet d'annonce, mais qui n'ont pas été réalisés. La situation est donc beaucoup plus complexe qu'elle n'y paraît. Bien que tous les cadres de l'administration soient acquis à la cause présidentielle, les ambitions semblent se heurter à des obstacles qui sont bel et bien structurels et qu'aucune nomination ou remaniement ne saurait franchir. Avec l'écrasante majorité dont le régime dispose dans le parlement, la question ne devrait plus donc être «comment» mais plutôt «fera ou ne fera pas». Ce régime de par sa situation exceptionnelle aura de plus en plus de mal à rejeter la responsabilité de ses échecs sur l'opposition. Une opposition qui est réduite à être une minorité visible n'existant plus qu'à travers les sorties médiatiques.

CONTRE-POUVOIR

«Tout est possible à qui ose, rêve, travaille et n'abandonne jamais», disait Xavier Dolan. La situation actuelle permettra d'apprécier la sincérité de promesses présidentielles et l'Histoire ne manquera pas de consigner ce qui se passera pour que les citoyens et la postérité en prennent bien note. Dans cet environnement unicolore, l'opposition aura un grand rôle de contre-pouvoir. Légalement, sa structuration est suspendue à ce que leur permettra le parlement à travers l'adoption des amendements de la loi sur l'opposition. Quoi qu'il en soit, le gouvernement sera chargé de produire le décret d'application qui fera que l'opposition ait une existence institutionnelle ou devra se contenter dès lors d'une existence purement médiatique. P

BIO



Tsimihipa Andriamazavarivo est un jeune citoyen dynamique. Actif au sein de plusieurs associations de jeunes, il milite pour davantage de participation des jeunes dans les espaces civique et politique ainsi que pour la sensibilisation des jeunes sur les questions politiques. Il travaille actuellement au sein de l'ONG Tolotsoa en tant que coordinateur de projets. Les projets de l'ONG Tolotsoa reposent sur la conviction que des citoyens mieux informés sont la base pour asseoir la bonne gouvernance et une participation citoyenne effective.

« Andry Rajoelina veut reproduire le style de Didier Ratsiraka »

Le président de la commission de l'économie et de la planification au sein de l'Assemblée Nationale et enseignant-chercheur à l'université d'Antananarivo analyse pour nous la situation actuelle qu'il qualifie de « dérive autocratique ».





ANDRIAMAMPANDRY TODISOA

Député Tiako i Madagasikara (Tim) élu à Ambohimanarina (sixième arrondissement)

Tous les leviers du pouvoir sont entre les mains de Andry Rajoelina. Est-ce risqué pour le pays ?

Cette situation reflète une certaine carence de la démocratie. L'administration essaie de prendre sous son contrôle tous les leviers du pouvoir afin de verrouiller les institutions. Les tenants du pouvoir veulent réduire au silence l'opposition. Les débats d'idées n'existent plus, car l'administration et ses communicateurs sont en colère dès qu'une critique est formulée. Menaces et intimidations pèsent sur ceux qui osent critiquer. Nous versons dans un régime autocratique, voire monarchique. Rappelons que notre culture est celle du dialogue avant toute décision. Ce qui n'est plus le cas. Or, écouter les avis des uns et des autres est important. Le fait que les tenants du pouvoir ne sachent plus écouter est un grand problème. Ailleurs, l'opposition est écoutée et consultée pour corriger les trajectoires et les actions.

Craignez-vous une dérive autocratique ?

Nous y sommes déjà! D'où la lutte de l'opposition, aussi bien des députés, du Rodoben'ny mpanohitra ho an'ny demokrasia eto Madagasikara (RMDM), du groupe Panorama, que des membres de la société civile ou des intellectuels. Le président de la République est mal conseillé.

N'est-il pas trop tard?

S'il change de démarche, écoute ou donne des opportunités à l'opposition de s'exprimer, il ne sera pas trop tard. Cependant, il faut prendre certaines décisions.

La configuration actuelle rappelle les mandats de Didier Ratsiraka ou Marc Ravalomanana avec la fin que l'on connaît. L'histoire peut-elle se répéter ? L'histoire est un éternel recommencement, des différences se posent néanmoins. La situation sociale était l'une des préoccupations essentielles de l'administration Ravalomanana. Le taux de scolarisation était excellent, il avait octroyé des kits scolaires aux élèves, de nombreux Centres de santé de base (CSB) avaient été construits, car la santé publique était prioritaire. Marc Ravalomanana écoutait les aspirations populaires. Il avait aussi à cœur de fluidifier les échanges nationaux. Près de 9 200 kilomètres de route avaient été réhabilités ou construits durant ses mandats. Le pouvoir d'achat ne s'était pas érodé, comme c'est le cas aujourd'hui. C'est la grande différence avec la situation actuelle.

Mais Andry Rajoelina et Didier Ratsiraka sont issus exactement du même moule. De mon point de vue, en tant que militaire, le président Didier Ratsiraka avait pensé s'appuyer sur ses compères pour se maintenir au pouvoir. Il avait instauré un régime présidentiel fort. Il intimidait l'opposition ou les arrêtait. Il voulait régner et avait régné seul. Il n'avait pas réussi à contenir la tension sociale, à l'image de ce que nous vivons. Souvenez-vous que de longues queues se formaient très tôt le matin pour acheter de maigres produits de première nécessité. Cela a créé une grande crispation qui a mené à des manifestations monstres aboutissant à sa chute, même s'il avait les militaires entre ses mains. Le triangle du pouvoir se compose de la politique, de l'économie et du militaire. Si l'un de ces socles n'est pas maîtrisé, on peut affirmer que les personnes au pouvoir sont proches de la fin. Si on veut la stabilité et le développement, ces trois leviers sont essentiels. La situation que nous avons vécue du temps de Didier Ratsiraka est en train de revenir, si nous ne citons que le "kaly tsinjo" qui rappelle curieusement les "tsaky pôpy" (les restaurants bon marché, destinés aux plus démunis, installés dans divers quartiers de la capitale durant la seconde République, NDLR). Ce ne sont que des actions ponctuelles loin d'être pérennes. Andry Rajoelina veut reproduire le style de Didier Ratsiraka. Il n'y a pas d'issue, car l'on sait ce qui est advenu de de l'amiral et de son mandat.

Dans ce rapport de force constant, quels devraient être les rôles de l'opposition ?

Il est urgent que le statut de l'opposition soit rendu effectif, comme l'a consacré la loi 2011-013 qui dispose que "l'opposition est dirigée par un chef de l'opposition officiel. À ce titre, il dispose d'un cabinet comprenant un directeur de cabinet, quatre conseillers et un secrétaire particulier" (article 5) ou encore "après chaque élection législative, les groupes politiques remplissant les conditions exigées par l'article 2 ci-dessus et qui se déclarent officiellement d'opposition désignent d'un commun accord un chef de l'opposition officiel. Si le chef de l'opposition officiel n'est pas un parlementaire, il bénéficie d'office du statut de député et siège de droit au sein de l'Assemblée nationale" (article 6). C'est clair et net. Le président Marc Ravalomanana, du parti Tiako i Madagasikara (Tim) est arrivé deuxième lors de la présidentielle. Il devrait être vice-président de l'Assemblée nationale pour qu'il puisse exercer ce sacro-saint rôle. Nous avons dans les rangs de l'opposition 15 députés. Cela peut paraître insuffisant d'ailleurs, on nous le martèle constamment - mais ce n'est pas le nombre qui importe. Ce sont les idées que l'on véhicule. Nous apportons nos idées au sein de l'Assemblée nationale. Nous comptons dans nos rangs des maires, des conseillers municipaux ou d'autres élus. Nous ne faisons jamais le forcing. Nous prenons part aux débats.

Nous sommes une opposition constructive: nous pointons du doigt les dysfonctionnements ou les mauvaises décisions. Par exemple, nous apportons nos critiques sur la Loi de finances en ce qui concerne le taux de pression fiscale, l'utilisation des deniers publics, etc. Les députés de l'opposition sont actifs dans les travaux de commission. Nous faisons en sorte que les priorités soient mises en avant dans la vie sociale et économique du pays. Les aspirations du peuple doivent être assouvies : ce que l'administration actuelle ne fait pas. Elle se contente de faire ce qui lui plaît. Nos dirigeants ne savent pas distinguer l'urgent et l'important. Je peux aussi faire remarquer que la plupart de nos gouvernants n'ont pas d'expériences en termes d'administration publique, de politique et de leadership, ce qui est dû à un manque de technicité. La plupart des membres du gouvernement ont été "importés" donc ils sont déconnectés de la réalité. En général, les politiciens n'ont ni la sagesse ni l'intégrité. La plupart sont corrompus. Je déplore qu'il y ait un grand manque de transparence dans la conduite des affaires publiques. C'est ce qui conduit à la colère.

Je déplore qu'il y ait un grand manque de transparence dans la conduite des affaires publiques.

Avez-vous peur?

Nous n'avons pas peur. Si on avait des appréhensions, nous n'aurions pas effectué le *meeting* et le rapport d'activités parlementaires le 6 mars dernier au Magro Tanjombato. Nous sommes respectueux de la loi. Il faut savoir que l'opposition a aussi une mission d'information envers le grand public pour qu'il sache ce qui se passe au niveau du cercle décisionnel et pour que les informations n'aillent pas systématiquement dans un sens unique.

L'opposition actuelle réclame-t-elle davantage de démocratie ou un changement de régime ? L'opposition actuelle est une "opposition intelligente". Nous réclamons une seule chose: que les tenants du pouvoir respectent la Constitution, la base essentielle d'un pays. Par exemple, l'élection des chefs fokontany devrait se tenir après celle des maires. Mais cela n'est pas le cas jusqu'à maintenant. Les chefs de région se sont mués en gouverneurs, est-ce inscrit dans la Constitution ? Tous ces dysfonctionnements nous poussent à nous battre. Nous nous battons pour faire respecter la liberté et la démocratie dans la Nation. Nous appelons à un débat national aussi bien en politique, politiques publiques, relations internationales, qu'en politique de l'énergie... C'est pour cela que les autres nations se développent. Leurs administrations écoutent ce que l'opposition leur propose. On voit que les tenants du pouvoir actuels se dérobent : combien de fois avions-nous fait appel au Premier ministre ou aux ministres pour débattre, mais ils ont systématiquement refusé. On ne sait pas s'ils ne maîtrisent pas les débats ou s'ils ne veulent pas prendre leur responsabilité. Ce n'est pas la démocratie. Cela répond à votre question: personnellement, je ne veux pas du pouvoir. En tant que professeur des universités, je respecte le mandat et l'alternance démocratique. Je ne veux pas de changements anticonstitutionnels. Je réclame davantage un changement de comportement de nos dirigeants et des pratiques politiques à travers le respect de l'éthique politique. Sans développement politique, il n'y a pas d'avancées sociales. Les tenants du pouvoir ne sont pas des hommes de pouvoir.

Comment percevez-vous l'apparition de multiples foyers de tension dans tout Madagascar?

Il y a de la colère et de la tristesse. Les nombreuses promesses qui n'ont pas été tenues en sont la cause. Les syndicalistes réclament leurs droits. Dans ce cas, doivent-ils être arrêtés? Le cas s'applique également aux étudiants. Les bourses universitaires ne correspondent plus aux réalités. Pour un étudiant de Licence 1, elle est à peine de quatre euros (environ 18 000 ariary). L'apparition de foyers de tension correspond aussi à la rupture de dialogue entre les gouvernants et les gouvernés. On n'a pas de médiateurs issus de l'administration qui auraient pu faciliter les débats et qui sachent discuter. Les gouvernants sont inaccessibles et n'écoutent que ce qu'ils veulent entendre. La vraie problématique est du côté du leadership. P



Genre et politique Les femmes et la réconciliation à Madagascar

Chaque année, la date du 8 mars est dédiée à la journée mondiale des droits de la femme. Il est logique de se tourner vers le thème « femmes », un sujet qui nous tient à cœur, en tant que femme, épouse et mère de famille. Parler de la femme, c'est honorer plus de la moitié de la population de Madagascar.



Faramalala Ratsaratoetra

conteste, les hommes tiennent une place de marque dans les instances étatiques, les postes décisionnels et les rouages de l'administration publique et privée. Toutefois, les femmes commencent à s'immerger dans ce monde. Certaines d'entre elles se trouvent en haut de l'échelle de l'administration, malgré leur nombre restreint. Leur éducation par l'école1 fait d'elles un acteur public à part entière et non plus un sujet cantonné dans la sphère du privé d'antan. Par ailleurs, considérées comme source de vie, les femmes s'intéressent plutôt à leur prochain, au principe du « mieux vivre ensemble » et à l'apaisement. Elles peuvent s'en vanter d'afficher leur compétence pour être au même niveau que les hommes sur le plan professionnel, socio-économique et politique². La gent masculine peut en être jalouse à cause de ce dynamisme au féminin. Le concept « fanaka malemy» ou «meubles fragiles» pour désigner les femmes n'est plus valable de nos jours. Ce dénigrement rabaisse la condition féminine malgache. La donne a beaucoup changé depuis les années 90 et notamment dans le courant du XXIe siècle.

RELATIONS CORDIALES

En perpétuelle négociation pour la re-

cherche du bien-être familial, la mère joue un rôle particulier et non négligeable au sein de la famille, tant nucléaire qu'élargie. Elle s'implique en tout temps au processus de tractation pour la recherche de l'apaisement du ménage. Elle prend souvent des initiatives pour la construction et la reconstruction de la paix au sein du foyer, une force positive souvent ignorée. Elle n'arrête pas d'inculquer à ses enfants les différents héritages ancestraux qui ont rendu célèbre notre pays, dont l'importance du mot « fihavanana ». Des relations cordiales entre les enfants, les parents et les enfants sont les premières leçons de vie auxquelles elle initie la famille tout entière. Il ne faut pas sous-estimer le fait que c'est à partir de la cellule familiale que le principe du « fihavanana » est prôné et inculqué pour la première fois à un enfant pour qu'il puisse y vivre dans la vie de tous les jours et même en dehors de la maison.

Le rôle alloué aux femmes malgaches depuis la nuit des temps permet à celles-ci d'inculquer à leurs enfants les vertus d'une cohabitation pacifique et d'harmonie sociale. Par ailleurs, elles transmettent les principes de la solidarité, de la considération des aînés, de l'entraide, du respect de l'aina (la vie) et bien d'autres valeurs ancestrales à la nouvelle génération.

BASE DE LA COHESION ET DE L'HARMONIE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ

Pour le cas de Madagascar, la représentation des femmes dans les instances décisionnelles reste faible. Toutefois, elles tiennent une place de choix pour faire régner l'harmonie dans la société et l'administration locale de base. À l'instar de la commune rurale d'Andriambilany, dans le district d'Ambatolampy, localisée dans la région Vakinankaratra, elle s'est rendue célèbre grâce à l'initiative du maire au féminin. De nombreux documents ont été élaborés par ses partenaires et notamment par le Conseil du fampihavanana malagasy (CFM) pour promouvoir les lieux publics d'échange dénommés kiania où le fihavanana est le lot quotidien des habitants. Que cela soit pour les travaux agricoles, le repiquage du riz, la sécurisation des habitants, la construction de maisons, le paiement des impôts ou bien d'autres travaux collectifs, le concept de fihavanana est toujours mis en valeur, mode de pensée bien malgache coordonnée par une femme. Grâce à cet exemple concret de la commune rurale d'Andriambilany, dirigée par Yvette Marine Rakotomalala, les femmes participent activement à la construction de la paix, à la prévention des conflits et au règlement des différends via la structure kianja maitso (espace vert).

Le cas d'Andriambilany n'est pas unique. D'autres femmes parviennent aussi en haut du piédestal dans la direction de la collectivité territoriale décentralisée. Sahondramalala Esther Ratsimbazafy, mairesse de la commune urbaine de Fianarantsoa prône également la valeur ancestrale malgache (soatoavina malagasy). Sa collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux favorise la création d'emplois dans cette ville. Tel est le cas de la signature de partenariat entre le groupe Manao³ et la commune urbaine de Fianarantsoa. Cette entreprise priorisera l'intégration des jeunes sortants de l'École nationale d'informatique (ENI) et de l'École de management et d'innovation technologique (Emit) parmi ses collaborateurs. La collecte régulière des ordures, la démolition des constructions illicites, la réorganisation du marché d'Anjoma figurent parmi ses priorités. Ces deux personnalités féminines sont des exemples palpables du raffermissement des liens entre la population et les dirigeants locaux. Elles se rendent compte qu'il est important de consolider la paix à la base pour un réel développement.

DE LA PRÉVENTION DES CRISES À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Initié à partir de la Loi 2016-037, du 2 février 2017, le CFM a pour missions de conduire le processus de réconciliation nationale, d'instaurer une atmosphère politique sereine pour garantir la non-répétition des situations conflictuelles et de formuler des recommandations de nature à permettre la résolution pacifique de toutes les situations conflictuelles et de tout problème dont la gravité risque de constituer une atteinte à la cohésion nationale et communautaire4. Constitué de 33 membres issus des 22 régions, cet organe constitutionnel dispose de trois commissions dont l'une est dirigée par une femme. Parmi les membres, huit femmes font figure d'exceptions en matière de réconciliation à Madagascar. Issues des différentes localités de la Grande île, elles restent dynamiques et actives dans leurs missions et attributions au quotidien pour la recherche des résolutions, la prévention des crises et la consolidation de la paix. Ces femmes membres du Conseil du fampihavanana malagasy participent à de nombreuses approches avec divers acteurs de la vie de la Nation, lors des visites officielles et sur le terrain, au niveau des provinces et dans différentes régions. Cela s'applique dans une démarche d'écoute, de réponse aux questions et appréhensions de la population et surtout pour recueillir leurs aspirations en vue d'effectuer des recommandations à soumettre par la suite à l'Exécutif. Laissant de côté leurs talons aiguilles, leur statut social, culturel et professionnel, elles se rapprochent de la population, des partis politiques, des syndicats, des sociétés civiles et de toutes les forces vives de la Nation pour accueillir leurs réclamations et leurs vœux. Elles essayent d'éviter la répétition des crises qui gangrènent le pays.

Il faut reconnaître que la réconciliation n'est plus seulement une question d'hommes. Les femmes à l'image de ces huit

Le rôle des femmes au sein du foyer, de la communauté, de l'association et de la Nation n'est pas de tout repos

membres du CFM peuvent apporter leur expérience en matière de réconciliation. À part ces femmes membres du Conseil du fampihavanana malagasy, le personnel permanent sous l'égide du secrétaire exécutif est composé de plusieurs descendantes d'Ève, issues également des 22 régions de Madagascar et de tout âge où le concept de la représentativité régionale est honoré. Statistiquement, elles sont au nombre de 52 sur les 134 travailleurs⁵ du Conseil du fampihavanana malagasy, dont un directeur et trois chefs de service. Elles ne lésinent pas sur leurs efforts pour être à la hauteur de la tâche et réaliser les obligations de cet organe constitutionnel.

Il est vrai que le rôle des femmes au sein du foyer, de la communauté, de l'association et de la Nation n'est pas de tout repos. Elles remuent ciel et terre pour nourrir leur famille, éduquer les enfants et assurer leur rôle de mère, d'épouse et d'actrice au niveau de la société et du pays. Une femme ne devrait être considérée comme une personne inférieure ni une subordonnée. Elle reste le complément de l'homme dans la vie de tous les jours. Les missions de la réconciliation ne leur sont pas étrangères. Quant à la réconciliation de la Nation malgache, les femmes membres du Conseil du fampihavanana malagasy travaillent d'arrache-pied à côté des 25 conseillers pour assurer leurs missions et attributions, et quels que soient les changements éventuels qui ne manqueront pas de se produire à l'avenir. P

RÉFÉRENCES

- ¹ ANDRIAMIALY Ratsaratoetra Faramalala, La promotion féminine par l'école de 1930 à 1958, mémoire de maîtrise 2009,134p.
- ² Lors de nombreuses élections effectuées et qui se sont succédé dans le pays ces dernières décennies, de nombreuses femmes se portent candidates.
- ³ Manao est née en 2008 à Montpellier pour créer des logiciels de gestion en ligne. En 2014, elle s'est implantée à Antananarivo. Aujourd'hui, 20 développeurs, techniciens, formateurs et commerciaux en France et Madagascar sont au service d'une centaine d'entreprises clientes
- ⁴ Article 4 de la Loi 2016-037 du 2 février 2017
- ⁵ Source : service ressources humaines du Conseil du Fampihavanana Malagasy

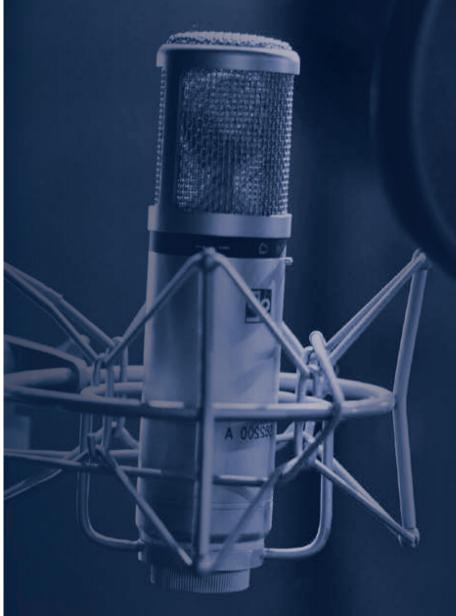
BIO



Faramalala Ratsaratoetra occupe actuellement le poste de directeur d'appui à la réconciliation au sein du Conseil du Fampihavanana Malagasy. Doctorante en histoire, elle s'intéresse à l'histoire sociale, notamment l'histoire des femmes. Sa thèse s'intitule «les femmes dans la société tananarivienne de 1945 à 2015 ». Elle se rapporte sur l'évolution de la condition féminine dans la société tananarivienne durant ces périodes en privilégiant le secteur socio-culturel, l'éducation féminine, le monde du travail, le domaine économique et sa participation dans la vie politique. Dans le futur, cette thèse permettra d'élargir les recherches vers les femmes des autres régions du pays et principalement celle du milieu rural pour opérer une étude comparative. Cette ouverture de l'histoire des femmes constitue une nouvelle voie pour comprendre la richesse de l'histoire des femmes malgaches, et invite à élargir le champ de la recherche à la comparaison entre femmes malgaches et femmes d'Afrique ou d'ailleurs.

Telegramc

NY PODCAST HO AN'I MADAGASIKARA



- Interviews et discussions permettant de promouvoir des opinions.
- Des idées ou des réflexions d'experts, de leaders d'opinions, d'activistes ou encore de personnalités politiques.
- Différents sujets pertinents et innovants abordés : économie, politique, social, culture, environnement.

Accédez à nos podcasts sur :

www.telegrama.mg

Les épisodes sont également disponibles sur Facebook, YouTube, Apple Podcasts, **Google Podcasts, Spotify et Soundcloud**

Ekonomia

12 - Lutte contre l'inflation : les revers de l'interventionnisme étatique 14 - Interview de Gilchrist Rakotoson, directeur du commerce intérieur au sein du Mica :
«Nous évoluons dans le libéralisme économique, mais l'État doit protéger sa population » 16 - Monnaie nationale : survivre est notre « devise » 17 - Développement : de la création à la répartition inégalitaire des richesses



Lutte contre l'inflation Les revers de l'interventionnisme étatique

Face à la hausse des prix des produits, notamment de première nécessité (PPN), sur le marché, l'État a décidé d'intervenir en procédant à une fixation de prix plafonds pour ces derniers. Une mesure prise en concertation et ayant obtenu l'adhésion de toutes les parties prenantes. Mais qui n'est toutefois pas sans risques.





epuis le 15 février, le riz import à 25% de brisure aurait dû se vendre au maximum 1 750 ariary le kilo contre 1 900 ariary auparavant, le riz local « makalioka » à 2775,54 ariary le kilo et

l'huile de palme locale à 5 000 ariary le litre. Telle a été la résolution de la réunion du 12 février dernier impliquant les ministères concernés par ce problème d'inflation sur les PPN et les opérateurs. Toutes les parties prenantes y ont en effet été représentées, à

savoir les producteurs, les collecteurs, les importateurs, les grossistes, les détaillants, les associations œuvrant pour la protection des droits des consommateurs, le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (Maep), le ministère de l'Économie et des

Finances (Mef), et le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (Mica). Aucune négociation n'a toutefois été faite sur les prix du sucre et de la farine qui sont parmi les plus stables. D'après Gilchrist Fanomezantsoa Rakotoson, directeur du commerce intérieur au sein du Mica, « les opérateurs ont bien pris cette décision car cela leur permet à tous d'avoir les mêmes marges bénéficiaires. De plus, baisser leurs marges pourrait leur permettre de vendre plus ». Il convient toutefois de souligner que si ces prix conviennent à tous pour l'instant, et que, comme l'a noté le directeur du commerce intérieur, «les producteurs locaux n'ont aucun souci par rapport à cette fixation », les importateurs, eux, ont beaucoup à craindre. En effet, la crise due à la covid-19 affecte tous les pays, aussi bien ceux qui exportent vers la Grande île que ceux vers qui elle exporte. Aussi, les importateurs ne sont-ils pas à l'abri des fluctuations des prix, particulièrement des hausses subites des prix, sur le marché international. Raison pour laquelle l'État a opté pour une révision de ces prix plafonds d'ici le mois de mai prochain.

EFFICACITÉ LIMITÉE DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE

Mettre en place des prix plafonds peut être efficace sur un «très court terme». Cependant, selon les explications de Holimalala Randriamanampisoa, économiste, maître de conférences à l'Université d'Antananarivo: «sur le long terme, les producteurs et importateurs pourraient ne pas jouer le jeu, vu que leurs marges bénéficiaires sont révisées à la baisse. Ils seraient ainsi susceptibles de faire des rétentions de produits. Ce qui entraînerait une pénurie et pourraient faire augmenter encore plus les prix sur le marché». Toujours d'après l'économiste, «la fixation d'un prix plancher ou d'un prix plafond entraîne toujours une distorsion sur le marché, car elle est faite de manière artificielle, sans tenir compte des coûts réels». De plus, opter pour cette mesure constitue «un certain dualisme dans l'économie» étant donné que Madagascar a déjà choisi la voie du libéralisme économique. Il s'agirait ainsi «d'un très mauvais signal pour l'économie, d'autant plus que cette mesure n'a aucun ancrage dans la politique économique du pays », soulignet-elle. D'un autre côté, il y a le fait que «cette mesure semble ne s'adresser qu'à la population vivant en milieu urbain», fait remarquer Holimalala Randriamanampisoa. Si l'on ne prend que l'exemple de l'importation des «vary mora» et «vary tsinjo»... qui, d'après la maître de conférences, «revient à concurrencer le riz produit localement ». Alors que la situation actuelle constituerait, selon elle, «une opportunité pour les agriculteurs d'augmenter leur revenu et améliorer leurs conditions de vie ». Sachant que «plus de 70% de la population malgache se trouve en milieu rural et vit de l'agriculture ».

Une manifestation de cette limite de la fixation de prix plafonds est par exemple le fait que le prix du riz import soit resté à 550 ariary le kapoaka et n'ait pas pu baisser à 500 ariary soit 1 750 ariary le kilo, comme prévu initialement. Ce, car «l'État a décidé de distribuer une partie du riz importé par la société State procurement of Madagascar (SPM), le «vary tsinjo», dans les «tsena mora»». Ce qui a limité la quantité destinée au marché. «Le prix du riz import aurait effectivement pu baisser si toute la quantité importée par la SPM était écoulée sur le marché», explique Gilchrist Fanomezantsoa Rakotoson.

Le prix du riz import aurait effectivement pu baisser si toute la quantité importée par la SPM a été écoulée sur le marché.

COHÉRENCE ET INTERDÉPENDANCE

Il est vrai qu'aussi bien auparavant que dans la conjoncture actuelle, la loi du marché ne suffit plus à rétablir les équilibres fondamentaux de l'économie malgache. Cependant, dans ce contexte de crise due à la pandémie, on observe de nombreuses incohérences dans les choix de politiques publiques adoptées par le pays et les mesures et actions entreprises. Alors que pour arriver à stabiliser les prix, ou encore à relancer l'économie, il est plus que nécessaire de prendre des mesures cohérentes et coordonnées entre elles. Il faudrait également qu'elles puissent concorder avec la politique économique du pays.

Aujourd'hui, l'interventionnisme étatique malgache se traduit surtout en des mesures sociales d'urgence à destination des populations les plus vulnérables «tosika fameno, vatsy tsinjo, vary mora, vary tsinjo, etc.», mais également en une régulation du marché à travers cette fixation de prix plafonds pour

les PPN, des appuis aux Petites et moyennes entreprises (PME), une facilitation des échanges, et évoquées récemment, des subventions aux entreprises ...

MODE D'EXPORTATION TRADITIONNEL

D'après Holimalala Randriamanampisoa: « Pour lutter contre l'inflation actuelle, il faudrait surtout opter pour des mesures qui soutiennent les entreprises et les producteurs. D'autant plus qu'il s'agit d'une inflation par les coûts. Il serait donc judicieux de prendre des dispositions qui puissent faire baisser les charges et les coûts de production ». Et étant donné que l'inflation observée en ce moment « est surtout due à la dépréciation de l'ariary », « il serait donc judicieux de sortir de notre mode d'exportation traditionnel car cela ne nous permet plus de répondre efficacement à nos besoins en devises », explique-t-elle. Avant de rajouter qu'il serait ainsi question pour Madagascar de « se moderniser en développant des secteurs à forte valeur ajoutée et en orientant ses exportations dans ce sens ». Quant au directeur du Commerce intérieur, il avance qu'il « faudrait que Madagascar puisse promouvoir la production locale, car si on arrive à mettre en place toutes les unités de production prévues dans le projet "One district, one factory" (ODOF) du ministère, nous n'aurons plus à dépendre de l'importation ». ODOF étant un projet qui vise le développement de l'industrialisation régionale en implantant dans les régions des industries qui vont produire localement les besoins en consommation des Malgaches.

Il faut toutefois noter que l'interventionnisme étatique nécessite des moyens. Des moyens qui, comme dans le cas des mesures sociales d'urgence prises à Madagascar, constituent des dépenses sans aucun avantage, si ce n'est de différer, ou de reporter le problème dans le temps. En effet, ces mesures ne peuvent être perpétuées et les dépenses colossales y engagées pourraient mener le pays dans plus de difficultés que celle dans laquelle il essaie de se sortir actuellement. L'économiste classique Jean-Baptiste Say, dans son Traité d'économie politique, Livre II, chapitre VII, souligne d'ailleurs que «si le gouvernement est éclairé, il se mêlera aussi peu que possible des affaires des particuliers, pour ne pas ajouter aux maux de la nature ceux qui viennent de l'administration ». P

« Nous évoluons dans le libéralisme économique, mais l'État doit protéger sa population »

Envol des prix, tension sur l'approvisionnement, rétention de stocks... ce sont autant de défis autour du secteur de la distribution des Produits de première nécessité (PPN). L'État a dû agir pour limiter la casse. L'interventionnisme étatique est-il la solution miracle ? Focus avec Gilchrist Rakotoson, le directeur du commerce intérieur au sein du ministère de Commerce, de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (Mica).





GILCHRIST RAKOTOSON

Directeur du commerce intérieur

L'État a mis en place des prix plafonnés pour les PPN, comment les opérateurs ontils réagi à cette décision ?

À l'issue des négociations consensuelles tenues entre l'État, les opérateurs et les associations de protection des consommateurs du 12 février, il a été décidé de fixer les prix des PPN sur le marché. C'est un prix consenti par toutes les parties prenantes. Les opérateurs auront les mêmes marges bénéficiaires, la concurrence sera ainsi plus favorisée et les consommateurs seront protégés. Certes, les importateurs craignent la volatilité des prix à l'international et celle des cours de change, mais il a été conclu que le prix sera valable sur une durée déterminée et qu'il y aura une révision, à la baisse ou à la hausse, selon le contexte, avant le mois de mai. Les prix ont commencé à être appliqués le 15 février. Puisque le riz avec 25% de brisure est le plus consommé par les Malgaches, beaucoup d'efforts y ont été accordés. Dans la foulée, l'arrivée des vary tsinio sur le marché a fait baisser le prix. Ensuite, l'État a décidé de revendre ces riz auprès des tsena mora pour protéger les consommateurs contre d'éventuels spéculateurs et d'en préserver leur qualité. L'idée étant qu'il n'y ait que les consommateurs qui bénéficient directement de ces riz importés.

Pour les autres PPN, quelle est la situation actuelle ?

La crise de la Covid-19 a beaucoup impacté le marché international, ce qui a entraîné une inflation généralisée des prix dans le monde. L'huile alimentaire a connu une hausse de 80% en passant de 11 dollars à 24 dollars le fût de 20 litres. Les pays producteurs n'ont pas pu en produire à cause du confinement. De ce fait, l'offre diminue alors que la demande augmente. Avec la production locale d'huile à Toamasina, et grâce à un accord passé avec l'État, la hausse de prix a été maintenue avec une augmentation de seulement 500 ariary pour l'huile de palme, la plus consommée par la population. La farine est le seul produit dont les prix sont restés stables grâce à une unité de production locale dont la qualité est bien meilleure que celle des farines importées. Il en est de même pour le sucre, avec la production des sucreries locales. Malgré cela, pour ces deux produits, l'offre est insuffisante. Elle n'arrive pas à couvrir les besoins de la population avec des écarts respectifs de plus de 200 000 tonnes chacun par rapport à la demande. Compte tenu de cela, la Grande île est encore obligée d'importer la majeure partie de sa consommation. Quoi qu'il en soit, le Mica est convaincu que la solution durable serait de pousser la productivité locale. La concrétisation de la politique ministérielle *One district, one factory* sera un moyen pour contourner la dépendance du pays à l'importation. Les prix sur le marché vont baisser et seront stabilisés systématiquement. Madagascar parviendra à son autosuffisance alimentaire.

L'État doit s'assurer que l'approvisionnement du marché ne soit pas interrompu pour couvrir la demande des consommateurs.

La société State procurement of Madagascar (SPM) stabilisera-t-elle les prix ?

La SPM importera les marchandises de première nécessité pour la population malgache. Pour des questions de priorités, la SPM importe actuellement du riz afin de combler les déficits des importateurs traditionnels. L'enjeu est qu'il ne devrait plus y avoir de rupture d'approvisionnement du marché local. Force est de préciser que la SPM arrive à assurer actuellement 10% des importations malgaches en riz, il n'est donc pas question de monopole. L'objectif est de développer une forte collaboration entre les importateurs et les grossistes. Dans ce sens, une liste d'importateurs ayant la capacité d'assurer les besoins à l'importation de Madagascar est donnée aux grossistes. La liste de ces derniers est également proposée à ces premiers. Les importateurs traditionnels et la SPM sont donc interdépendants pour couvrir les besoins du marché à Madagascar.

Pouvons-nous donc affirmer que la baisse de 10 à 18% a-t-elle été atteinte?

Le Mica a mis en place une stratégie avec les associations de protection de consommateur et les responsables des marchés pour faire respecter la structure des prix. Le ministère a mené un *hetsika vidin'entana* (opération coup de poing sur les prix des marchandises, *NDLR*) avec les forces de l'ordre, le contrôle du commerce et de la concurrence. Il a pour enjeu primordial de

protéger les consommateurs, mais également les opérateurs contre la concurrence déloyale. Ainsi, les commerçants doivent toujours afficher les prix de leurs marchandises et les agents s'assureront du contrôle spontanément afin que les prix plafonnés soient respectés.

Le recours aux subventions est-il la bonne solution ? Pourrions-nous appeler cela un interventionnisme étatique ?

Nous évoluons dans le libéralisme économique, mais l'État a le rôle de protéger sa population. De ce fait, il peut prendre des mesures pour s'assurer d'un approvisionnement suffisant du marché local et pour le maintien des prix des PPN afin qu'ils soient abordables pour la majorité de la population. Ce qui n'écarte pas l'idée que l'État puisse subventionner, durant une période déterminée, les opérateurs pour le bien des consommateurs déjà en difficulté. Son intervention se traduit également par la facilitation des importations, notamment dans la recherche de fournisseurs pour les opérateurs, l'allègement des coûts à l'importation et des procédures de dédouanement de ces produits stratégiques. Dernièrement, les conditions d'importations sont d'autant plus difficiles avec le coût du fret qui a augmenté de deux, voire trois fois, plus qu'avant la crise. Cette situation impacte beaucoup sur les prix locaux. D'un autre côté, avec le changement climatique et la Covid-19, la production locale a baissé et le besoin d'importer a augmenté. Le ministère ne cesse d'encourager les importateurs et les incite ainsi à importer davantage. L'État, par le biais du Mica, doit s'assurer que l'approvisionnement du marché ne soit pas interrompu pour couvrir la demande des consommateurs. Il faut garantir la régulation du marché, en gardant un prix maximum acceptable.

Quelles sont les mesures prises par le Mica par rapport aux spéculateurs ?

La spéculation et l'augmentation illégale des prix sont des infractions punies par la loi n°2018-020 du 29 juin 2018 sur la concurrence. En partenariat avec la société civile, le Mica est à pied d'œuvre pour protéger durablement les consommateurs. Des agents sont mobilisés pour traquer les opérateurs qui pratiquent encore la rétention illicite de stocks de marchandises. Ainsi, les spéculateurs qui ne cherchent que leurs intérêts personnels au détriment des intérêts communs seront sanctionnés dans le respect des procédures. L'éducation est également très importante. P

Monnaie nationale

Survivre est notre « devise »

Le navire « ariary » s'est laissé emporter par le courant. Ceci lui a permis de se stabiliser. Le plus dur reste cependant à faire pour le capitaine à bord, qui doit assurer la navigation et encadrer l'équipage afin de maintenir le cap...



'année dernière, ce navire était en plein cœur de la « tempête Covid-19 ». L'assèchement des recettes des exportations liées à la vanille qui ont baissé de 44%, les approvisionnements des comptes des entreprises minières qui ont régressé de 17% ou encore les faibles recettes du secteur du tourisme et des entreprises franches avaient affaibli l'ariary. Ouand bien même les importations de carburants avaient baissé de 20%, les importations des biens et consommations ont été plus considérables. L'autorité monétaire qu'est la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) rapportait alors que du 1er janvier 2020 au 1er septembre 2020, l'ariary s'est déprécié de 14,4% par rapport à l'euro et de 3,9% par rapport au dollar.

STABILISATION

Les plus pessimistes se sont alors attendus au pire, à un chavirage. Ils craignaient que la valeur de l'euro dépasse le seuil des 5 000 ariary. Mais le retour massif des devises aurait été salutaire pour la monnaie locale aux changes monétaires. Sur un engagement de 5,074 milliards d'ariary, 4,370 milliards ont été rapatriés en 2020, soit un taux de recouvrement de 86,14%, malgré la crise.

Il s'agit là d'une performance inattendue, si on s'en tient à ce qui s'est passé l'année dernière. Elles étaient par exemple 1 594 sociétés exportatrices à avoir vu leurs comptes Systèmes intégrés de gestion des opérations de change (SIG-OC) suspendus, vers la moitié du mois de novembre. Pour cause, elles étaient en situation irrégulière ou retardataire vis-à-vis de leur obligation de rapatriement de devises, d'après la Direction générale du Trésor (DGT). Selon la législation malgache, les recettes nées des exportations de marchandises doivent être rapatriées, sauf dérogation spéciale du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), dans un délai de trois mois, à compter de la date d'embarquement. Les devises générées par des prestations de service à l'étranger doivent être rapatriées selon un délai fixé à un mois à compter de la date de la facturation. Pour les particuliers, le mi-

nistère de l'Économie et des Finances (Mef) ne veut pas y aller par le dos de la cuillère. Ainsi, il a évoqué la fermeture des comptes en devises n'ayant pas obtenu son autorisation et qui ne répondent pas aux critères définis. Les comptes détenus par les particuliers seront les premiers concernés par cette disposition. Mais la détention de ce type de compte ne sera également bientôt plus pour tout le monde, car le Mef révèle la préparation d'un projet de décret pour la mise en place de nouvelles réglementations pour ce type de compte.

UNE AFFAIRE D'OR

Le ministre des Mines et des Ressources stratégiques, Fidiniavo Ravokatra, avait parallèlement indiqué qu'avant la suspension des exportations, 1,3 tonne d'or ont été exportées par les opérateurs, dont la valeur est estimée à 280 millions de dollars. Sauf que la valeur des devises rapatriées n'a pas dépassé le 1% pour ces opérateurs. Des sanctions à l'encontre de ces opérateurs véreux étaient annoncées.

Celles-ci n'étaient cependant appliquées qu'après la levée de l'état d'urgence, comme l'a indiqué le ministère de l'Économie et des Finances dans un communiqué de presse. Ce, conformément aux dispositions de l'arrêté n°16274/2016 du 29 juillet 2016 portant procédures de domiciliation et de règlement des opérations d'exportations. En tout cas, ces devises, une fois cédées sur le Marché interbancaire de devises (MID) devront améliorer la santé de l'ariary et donc freiner sa dépréciation. Encore faut-il cependant que Madagascar dispose d'assez de produits à exporter ou des services à proposer à l'étranger.

SOLUTION

Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), avance comme solution à l'instabilité de la monnaie nationale le privilège qui doit être accordé à la consommation, en réduisant significativement le recours à l'importation. «L'idée est de développer la consommation locale en développant la production locale. À ce titre, il y a par exemple la filière blé qui n'attend qu'à être développée », suggère-t-il. Il ne manquait pas par ailleurs de souligner dans la récente newsletter de ce groupement qu'entre les deux périodes de crise, en 2009 et en 2020, l'écart entre l'euro et l'ariary s'est creusé avec une grande célérité. «Au 30 octobre 2009, rappelle-t-il, 1 euro a valu 2 929,4 ariary. Onze ans plus tard, 1 euro vaut 4 589 ariary, soit une dépréciation de plus de 16% ». C'est tout l'équipage du navire ariary qui est ainsi appelé à inverser cette tendance. P

BIO



Malgachisant de formation, diplômé en Littérature auprès du Département de langues et lettres malgaches, Rado Andriamampandry intègre le monde du journalisme en 2016. Sa carrière a débuté chez L'Express de Madagascar en tant que journaliste économique, un poste qu'il a occupé quelques temps après également chez La Dépêche de Madagascar. Il a été sélectionné pour bénéficier de la formation sur le journalisme d'investigation (FDJ) de la Fondation Friedrich Ebert, en 2018. Le poste du rédacteur en chef du journal Le Quotidien lui a été confié en 2019. Il fait actuellement partie des journalistes contributeurs pour la presse en ligne MalagasyNews, pour la rubrique économie.



De la création à la répartition inégalitaire des richesses

En référence à l'indice de Produit intérieur brut (PIB), Madagascar se classe parmi les pays ayant le plus faible revenu. L'analyse de l'auteur évoque que la répartition inégalitaire des richesses en est une cause sans conteste. Les couches les plus vulnérables étant les plus impactées, seule une stratégie de développement structurelle sauverait la croissance économique et renverserait la situation.





u niveau mondial, plus d'un milliard d'êtres humains, soit près d'une personne sur six, vit, selon les estimations de la Banque mondiale, au-dessous du seuil de pauvreté d'un dollar par jour. Près de la moitié de la population mondiale survit avec moins de deux dollars¹ par jour. Les économistes de développement se fient souvent à la répartition du Produit intérieur brut (PIB), qui est une mesure de la richesse d'un pays, à travers la consommation des ménages, évaluée habituellement par leurs dépenses en nature ou en numéraire.

RICHESSE PRODUITE

Dans les pays en développement, il peut être difficile de mesurer les revenus, en particulier chez les ménages qui vivent de l'agriculture de subsistance et qui consomment l'essentiel de leur production. Dans tous les cas, la répartition des richesses dans un pays – selon les multiples dimensions (couches sociales, hommes-femmes, géographiques...) – peut s'apprécier par l'allocation des revenus, le niveau de consommation des ménages (par leurs dépenses) ou par la répartition d'actifs : terres, système éducatif, offre d'emploi, services sanitaires...

Rappelons que l'augmentation du PIB ou la croissance économique est l'accroissement de la somme des prix de toutes les marchandises et des services produits et vendus sur le territoire national, quelle que soit leur nationalité². Par une autre définition, elle est l'agrégation des rémunérations des différents facteurs mobilisés dans le système de productions sur le territoire national : les salaires et les charges sociales (rémunération du travail), les frais financiers (rémunération

de l'argent), l'amortissement (rémunération du capital), le résultat net (rémunération de l'entrepreneur) et l'impôt (rémunération de l'État).

À Madagascar, la richesse produite sur le territoire national s'élève à plus de 40 344 milliards ariary (soit 12,1 milliards dollars), en 2018, selon la Banque mondiale. Elle a connu une croissance estimée à 5,2% la même année. Avec un PIB par tête de 1 536 188,331 ariary (460,75 dollars) sur une base quotidienne, la Grande île est classée parmi les pays à faible revenu. Ce montant revient à environ 1,2 dollar par jour par personne ce qui permettrait un niveau de vie bien modeste. Mais ce 1,2 dollar par jour représente seulement la moyenne du niveau de revenu dominant si la répartition du PIB entre tous les habitants était égalitaire, ce qui n'est évidemment pas le cas,

comme dans n'importe quel autre pays.

MESURE DES INÉGALITÉS

Ouelle que soit la dimension de la répartition à laquelle on s'intéresse, on a besoin d'un ensemble d'outils analytiques pour décrire et appréhender les ampleurs de la répartition inégalitaire des richesses. La méthode dite de la répartition par ordre de grandeur est un outil privilégié et plus simple pour identifier le degré des inégalités présentes dans la répartition sous-jacente. Celui-ci nous indique la part de la totalité des revenus reçue par différents groupes de ménages, classés en fonction de leur niveau de revenu. On peut catégoriser les ménages ou les individus par décile, par centile, mais le classement par quintile est conventionnellement admis. Leur classification allant des 20% les plus pauvres aux 20% suivants, et ce jusqu'aux 20% représentant les ménages les plus riches³.

En outre, la répartition par ordre de grandeur permet d'introduire d'autres techniques exploitées couramment pour mesurer les inégalités de revenus, dont celles qui ramènent la totalité de la répartition à un chiffre unique. Le coefficient de Gini est le plus fréquemment utilisé. Pour un pays, la marge théorique de celui-ci va de 0 (égalité parfaite) à 100 (inégalité parfaite). En pratique, les valeurs mesurées selon la répartition du revenu national ont une marge beaucoup plus étroite, comprise ordinairement entre 0,25 et 0,65.

RÉSULTATS

Les évaluations les plus récentes produites par la Banque mondiale montrent la répartition par ordre de grandeur des revenus des ménages dans trois catégories : élevés (Norvège, les États-Unis et la France), intermédiaires (Maurice, Afrique du Sud, Chine et Égypte) et faibles (Rwanda, Madagascar et Bénin). Le mode de présentation de données montre que le niveau de revenu d'un pays n'aurait aucun lien significatif avec la qualité de répartition des richesses. La Norvège, le pays dont l'Indice de développement humain (IDH) est le plus élevé au monde, possède la répartition des richesses relativement la plus égalitaire avec un coefficient de Gini de 27,5 : les 20% les plus riches reçoivent 36,5% de la richesse nationale. Pourtant, aux États-Unis, avec un coefficient de Gini de 41,5, les 20% les plus pauvres ne reçoivent que 5% de la richesse nationale, 47% des richesses pour les 20% les plus nantis contre 45,4 % pour la Chine. À Madagascar, comme au Rwanda, près de la moitié de la richesse créée dans le pays va aux 20% les plus riches, et 5,7% seulement vont au quintile inférieur. De surcroît, les Malgaches, notés dans les 10% plus pauvres, ne bénéficient que de 2,2% de la richesse nationale contre 1,7% au Pays de l'Oncle Sam et 0,9% en Afrique du Sud. Avec un coefficient de Gini de 42,6, plus du tiers de la richesse produite à Madagascar va au décile le plus élevé. L'Afrique du Sud, avec le coefficient de Gini de 63, le plus élevé au monde, le plus inégalitaire, plus de 68% de la richesse vont au quintile le plus élevé, et plus de la moitié du revenu national est destiné aux 10% les plus riches.

En ce qui concerne la série temporelle, entre 1993 et 2012 (année la plus récente) à Madagascar, les clés de répartition du revenu national n'ont guère changé. En movenne, près de la moitié des revenus du pays est accaparée par le quintile supérieur. 6% seulement pour le premier quintile. Le "trend" (mouvement de longue durée, NDLR) confirme que les temps de crise renforcent les inégalités sociales, provoquant une légère modification de la répartition au profit de la couche aisée. En dépit des différentes politiques menées par les régimes successifs, les crises politiques 1991-1992, 2001-2002 et 2009 avaient des conséquences désastreuses sur le niveau de vie des couches les plus vulnérables, au profit de la catégorie supérieure. Les parts revenant aux quintiles intermédiaires ne changent guère, reflétant une capacité de résilience.

Par ailleurs, la diversité des inégalités à Madagascar se révèle également à travers d'autres dimensions telles que le genre, l'allocation budgétaire dans les différents programmes de la Loi de finances, la répartition des ressources publiques au niveau de la politique de décentralisation... Concernant la répartition géographique des ressources publiques, au regard des subventions allouées aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD), bien que celles-ci soient censées être des assistances de nature subsidiaires, la réalité sur la décentralisation laisse perplexe par rapport à son caractère prioritaire prôné par le pouvoir public. En effet, le montant total des subventions allouées à toutes les communes de Madagascar au titre de l'année 2019 ne représente que 0,005 % des dépenses totales du budget général de l'État selon la Loi de finances rectificative pour l'année 2019, 0,0027 % en 2018 et 0,0031% en 2017. Le taux est estimé en moyenne à 7% en Afrique, en Suisse et au Japon, où les collectivités gèrent 2/3 des dépenses nationales. Souvenons-nous également qu'à Madagascar, en 2013 et 2014, les dépenses en Chèques carburant et lubrifiants (CCAL) de l'État ont été respectivement de 52 milliards et de 62 milliards ariary et les subventions versées aux communes se chiffraient à 36 milliards et 27 milliards ariary (Cour des comptes, 2016).

LES POLITIQUES REDISTRIBUTIVES

Les politiques de redistribution réduisent en moyenne les inégalités de revenus dans les économies développées d'environ un quart à un tiers, bien que le volume de ressources faisant l'objet d'une redistribution ait apparemment baissé ces dernières années4. Nombreuses sont les mesures mises à la disposition des pouvoirs publics pour intervenir dans la réduction des inégalités sociales. Ces dernières peuvent être générées et corrigées par des politiques qui influent directement sur la distribution des revenus au niveau du marché du travail (distribution primaire) ou par des politiques qui redistribuent ces revenus au moyen de l'impôt et des transferts sociaux (distribution secondaire).

POLITIQUE DE LA DISTRIBUTION PRIMAIRE : SALAIRE MINIMUM

Les politiques de la distribution primaire du marché du travail permettent d'agir directement sur le niveau et la distribution des salaires. S'agissant de l'intervention directe, les politiques relatives aux salaires minima font l'objet d'un regain d'attention. La prise du décret n° 2019-927 du 3 mars 2019 relatif au relèvement du salaire minimum à 200 000 ariary peut jouer un rôle déterminant pour réduire les inégalités et soutenir les salaires des travailleurs faiblement rémunérés. En effet, ces normes, qui ont été largement utilisées, établissent de manière plus étendue les principes essentiels en matière de fixation des salaires minima. Elles sont également le produit d'un accord tripartite entre gouvernements, organisations d'employeurs et organisations de travailleurs. Plusieurs conditions sont requises pour que cette politique marque son efficacité escomptée sur la réduction des inégalités (importance de l'emploi informel, estimé à 84% à Madagascar, faiblesse du taux des travailleurs salariés évalué à 11% de l'emploi total malgache)

RÔLE DES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES

Il est admis depuis longtemps que la négociation collective constitue un instrument essentiel pour lutter contre les inégalités en général et salariales en particulier. Les conventions collectives relèvent les salaires de base et compriment la distribution des salaires. L'importance (ou non) des mouvements syndicaux et de la prédominance du système de conventions collectives sur le

marché du travail représente également des facteurs déterminants sur le niveau des inégalités sociales. Dans les pays où la couverture des conventions collectives est limitée, comme aux États-Unis, les écarts entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas sont relativement importants. Dans les systèmes de négociation collective plus inclusifs et englobants (France, Allemagne), les conventions collectives couvrent généralement une plus large proportion de travailleurs, et les écarts salariaux entre les plus élevés et les plus bas sont généralement plus faibles.

PROMOTION DE LA CRÉATION D'EMPLOIS

La création d'emplois est une priorité dans tous les pays. Les analyses ont montré le rôle que jouait la fluctuation de l'emploi salarié dans l'évolution des inégalités. Dans les économies en développement, les pertes d'emploi qui touchent d'une manière disproportionnée les travailleurs à faible revenu ont contribué à creuser les inégalités. La convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, de l'Organisation internationale du Travail (OIT) ainsi que l'Agenda global pour l'emploi (2003) et les conclusions de la discussion récurrente sur l'emploi de la Conférence internationale du Travail (2010) présentent une approche globale et intégrée pour parvenir au plein emploi. La promotion des entreprises durables est primordiale à cet égard. Elle passe par la mise en place d'un environnement propice à la création et au développement des entreprises (mesures fiscales plus clémentes, obligations patronales moins contraignantes...), ainsi qu'à l'innovation et à l'amélioration de la productivité. Les gains générés par des entreprises durables et efficaces peuvent être dispensés équitablement tant au sein des entreprises elles-mêmes que dans la société en général.

Un représentant typique de l'économie de marché non coordonnée et s'inscrivant dans la tradition de l'individualisme et du libéralisme (du scepticisme vis-à-vis de l'intervention de l'État), le système économique des États-Unis a montré sa pertinence pour réduire les inégalités sociales par la création d'emplois. En effet, bien que jugé parfois fragile et au détriment des droits sociaux fondamentaux⁵, ce système «laisser-faire» américain a permis de réduire le taux de chômage à 3,6% actuellement, qui est le plus bas depuis 50 ans.

POLITIQUES DE DISTRIBUTION SECONDAIRE

Des politiques publiques sont aussi employées par les gouvernements pour atteindre leurs objectifs en matière d'équité et de réduction de la pauvreté. Ces outils sont aussi bien utilisés dans les économies développées, émergentes qu'en développement. Il y a eu des expériences réussies en matière de réduction ciblée de l'impôt, de suppression de l'imposition des ménages à faible revenu, voire de crédits d'impôt en leur faveur pour augmenter leur revenu global. Ces mécanismes se sont traduits ainsi par une augmentation du revenu net tiré du travail pour leurs ménages (Immervoll, 2009).

Dans l'autre sens, un accroissement de la progressivité des barèmes d'imposition de la même façon que les individus les mieux rémunérés permettrait de compenser une part plus importante du fardeau fiscal global. Ce qui aboutirait à une amélioration du recouvrement de l'impôt. En fonction des circonstances propres à chaque pays, sont indispensables à cette politique fiscale des initiatives visant à formaliser les entreprises et les travailleurs informels afin d'élargir l'assiette fiscale (et de faire relever ces travailleurs des systèmes contributifs de protection sociale).

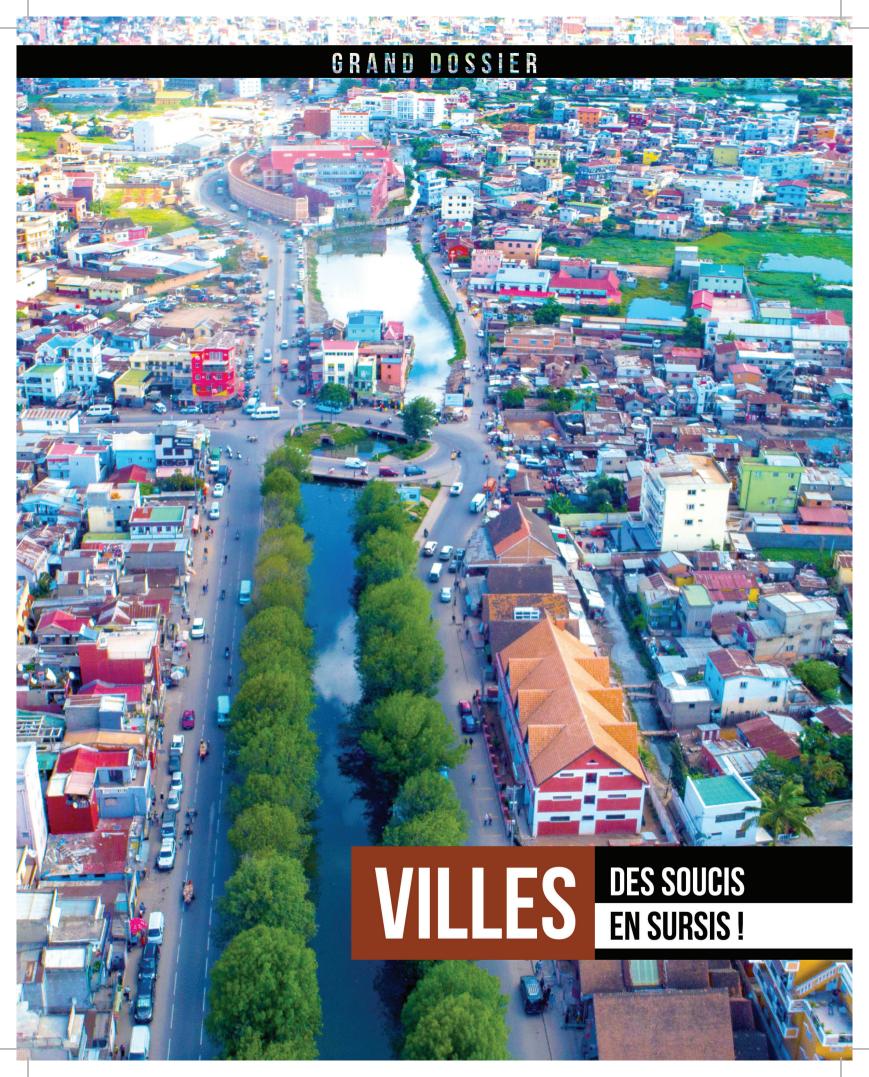
LA PROTECTION SOCIALE

L'autre instrument concernant la redistribution hors marché est l'utilisation des transferts, qui se présentent sous différentes formes. Il s'agit notamment de versements directs aux ménages à faible revenu : systèmes de transferts en espèces, création de possibilités d'emploi dans le secteur public pour les travailleurs ou les ménages à faible revenu (le mécanisme de garantie de l'emploi rural en Inde ou le Projet de haute intensité de main d'œuvre (Himo) à Madagascar, par exemple. Il y a également l'offre directe ou à prix subventionné de nourriture ou d'intrants aux ménages à faible revenu par les gouvernements (plants, pensions, soins de santé fournis ou financés par l'État, éducation publique, etc.). Bien que sa mise en œuvre et son efficacité par rapport aux résultats escomptés soient assez moroses, l'idée de constituer le fonds d'équité destiné à financer les frais médicaux des indigents à Madagascar depuis 2004 est un parfait exemple de redistribution des finances privées.

Prises ensemble, ces initiatives sont désignées par l'appellation protection sociale ou régimes de protection sociale. Pour sortir la population de la pauvreté, la croissance économique est incontournable. Ces richesses créées devraient bénéficier classiquement à ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La répartition du revenu national joue un rôle vital à travers une stratégie de développement structurelle favorable aux démunis et qui comporte un accélérateur de la croissance économique. Un élargissement des possibilités ouvertes à la population pauvre demeure un axe prioritaire dont le traçage relève toujours d'une laborieuse volonté politique. La réalisation de cela s'exécutant par le biais d'investissements dans l'éducation et la santé de base ainsi que la conception des programmes incluant notamment des mesures propices à la création d'emplois, mais aussi de protection sociale pour les groupes particulièrement vulnérables.

REFÉRENCES

- ^{1.} Dollars américain
- ^{2.} Vaut, 2010
- ^{3.} BIT, 2015
- ⁴Checchi et al. ,., 2009.
- ^{5.} Vaut, 2010
- ⁷ Navalona R., Midi Madagasikara du 15 janvier 2010.
- Banque mondiale (2018), World Development Indicators database. Washington, DC. http://data. worldbank.org. (Consulté en avril 2019)
- BIT, (2015), «Rapport mondial sur les salaires 2014 / 2015 : Salaires et inégalités de revenus », BIT, (Genève) http://www.ilo.org [consulté le 3 février 2017°]
- Cassiers (I.) et Delain (C). (2006), «La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ?», Regards économiques, Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université Catholique
- de Louvain, N°38, pp. 1-14
 Checchi (D) et al.; (2010), «Inequality and union membership: The influence of relative earnings and inequality attitudes», British Journal of Industrial Relations, vol. 48, no 1, mars, pp. 84-108.
- Cour des Comptes de Madagascar, Rapport public 2016.
- Gilpin (R), (2001), global political economy: understanding the international economy order, Princeton / Oxford.
- Immervoll (H) (2009), Minimum-Income Benefits in OECD Countries: Policy Design, Effectiveness and Challenges, IZA Discussion Paper No. 4627. - Lois des Finances Initiales, 2017, www.mefb.gov.
- Lois des Finances Initiales, 2018, www.mefb.gov.
- Lois des Finances rectificatives, 2019, www.mefb. gov.mg
- -Perkins (D. W.) et al. (2014); «Economie de développement», De boeck, Paris.
- Vaut (S) et al. (2010), «Manuel de la démocratie sociale 2, Economie et Démocratie sociale, Fondation Friedrich Ebert, Berlin.



Focus

20 - Des villes en sursis... 22 - Interview de Hajo Andrianainarivelo, ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics 26 - Bas quartiers : de la résilience à l'état brut 28 - Fiscalité locale : des communes en quête de recettes 31 - Interview de Herinjato Ramamenosoa, maire de la commune rurale d'Ankaraobato - 32 Inteview de Sandrina Randriamananjara, membre de l'APUM 35 - Nouvelles villes : Tanà-Masoandro : le choix de la raison 36 - Interview de Zasy Angelo, vice-ministre en charge des Villes nouvelles et de l'Habitat 40 - Assainissement : une sale affaire des villes 42 - Étude sur l'intérêt accordé par les citoyens et les cybercitoyens à la thématique de la décentralisation

Des villes en sursis...

Madagascar vit une urbanisation non maîtrisée. La grande majorité de ses villes connaissent des problèmes de toutes sortes : problèmes sociaux, insuffisance des infrastructures et des services de développement, forte pression foncière principalement dans les grandes villes...



a scène en avait ému plus d'un. En janvier, en plein cœur du kere, quelques familles, qualifiées de migrants climatiques, avaient quitté leur territoire d'implantation, dans l'Androy, pour rallier la partie Nord du pays, en quête de travail et d'une vie meilleure. En transit à Fianarantsoa, elles avaient fait braquer sur elles les projecteurs de l'opinion publique.

PRESSION

Ce tableau risque de se répéter et de s'amplifier dans les années à venir. L'urgence climatique s'ajoute à la longue liste des pressions sur les villes malgaches. Selon les derniers recensements, la Grande île compte 172 villes abritant près de 8,9 millions d'habitants. La population urbaine affiche une croissance démographique bien plus rapide que la population rurale avec un taux estimé à près de 4,4% par an en moyenne. «La population urbaine devrait compter près de 18 millions d'habitants après 20 ans. Madagascar atteindra la parité de 50% urbains et 50% ruraux vers 2036», prévient Hajo Andrianainarivelo, ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics. Comme pour toute l'Afrique, la mutation s'opère de manière très rapide dans la Grande île.

Cette transition fulgurante représente un défi immense notamment pour l'accueil des sept millions de nouveaux urbains avant 2030. Et elle met à mal les *a priori* erronés de ruralité dont se prévaut encore Madagascar. Aujourd'hui, un Malgache sur trois vit dans une ville. Or, le pays accuse un retard dans la structuration de ses villes. Les Plans d'urbanisme directeur (Pudi) et les Plans d'urbanisme détaillés (Pudé) ne sont que très peu respectés et se heurtent bien souvent aux velléités populistes de l'administration et des élus.

CONFIGURATION

«La misère moderne tend de plus en plus à chasser la pauvreté conviviale qu'a connue le pays pendant des siècles. La condition spécifique du sous-prolétariat urbain conduit à reconnaître la misère dans laquelle il est plongé comme une violation de l'ensemble des droits de l'homme. La misère, amalgame d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale qui porte atteinte à la dignité humaine, doit être détruite, tandis que la pauvreté doit être réduite», respectés Xavier Godinot, délégué d'ATD pour la région Océan Indien. Au lieu d'être des « solutions », les villes sont devenues des problèmes à part entière pour les gouvernants. Cette situation résulte de quatre facteurs clés interdépendants: l'accroissement considérable de la population et de l'urbanisation, l'appauvrissement continu d'une grande partie de la population, le manque flagrant d'investissement dans l'aménagement urbain et les services de base. Dans la configuration actuelle, la situation risque de s'empirer, tant l'horizon urbain semble bouché. Certes, les projections les plus optimistes estiment que le taux de croissance de l'urbanisation décroîtra et devrait atteindre 0,5 point par an vers 2030. Néanmoins, le nombre de nouveaux urbains ne cessera de croître. Il est près de 400 000 par an actuellement, il atteindra 550 000 habitants vers 2030.

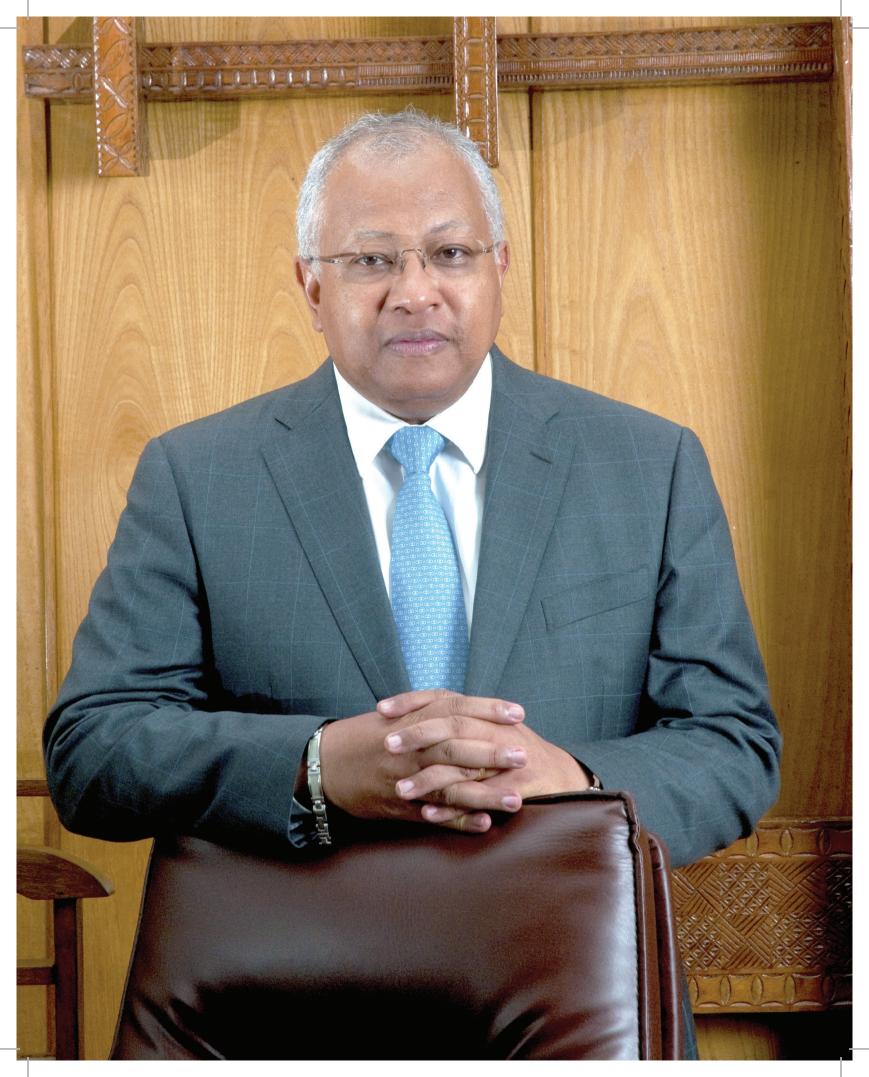
FRAGILITÉ INSTITUTIONNELLE

Antananarivo symbolise les immenses challenges auxquels les villes malgaches doivent faire face. La seule métropole du pays recense 2,9 millions d'habitants officiellement - mais les administrateurs de la ville parlent de trois millions d'habitants avec le déplacement de nombreux travailleurs des périphéries –, ce qui fait que la Ville des Mille accueille 32% de la population urbaine totale de la Grande île. Les infrastructures arrivent à peine à couvrir les besoins de cette population amenée à croître. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les rues d'Antananarivo ou de Toamasina. Les canaux d'évacuation sont quasi inexistants tout comme les niveaux d'accès aux services urbains de base qui laissent à désirer. Pour l'électricité par exemple, un quart des ménages urbains seulement est branché. Contrairement à une idée reçue de l'Antananarivo mirehitra

jiro, le taux ne dépasse guère les 40% dans les grandes villes. Même constat du côté de l'eau potable avec un accès pour à peine 50% de la population. Dans ce contexte, et d'une manière globale, les conséquences du changement climatique sur les cultures dans les zones rurales – sécheresse, événements extrêmes, diminutions des terres arables, stress hydrique, etc. – mais aussi la faible productivité de terres pourraient constituer autant de facteurs de tensions dans des villes malgaches qui témoignent déjà d'une grande fragilité institutionnelle.

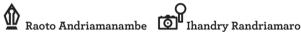
RÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

75% des citadins vivent aujourd'hui dans des bidonvilles. Pour l'UN Habitat, un bidonville est défini comme tel quand il remplit ces cinq critères : accès inapproprié à l'eau salubre, accès inapproprié à l'assainissement et aux infrastructures, manque de qualité structurelle des logements, surpopulation et statut résidentiel non sûr. Or, les bidonvilles sont une manifestation d'un secteur urbain mal planifié et géré, et en particulier d'un dysfonctionnement du secteur du logement. Une problématique que les gouvernants successifs ont peiné à résoudre. Les différents projets de logements sociaux ont souvent favorisé les fonctionnaires, les classes aisées et moyennes mais peu d'entre eux sont accessibles aux couches les plus modestes, les plus demanderesses. Malgré les tares qui les entourent, les agglomérations font toujours recette. Du point de vue économique, l'attrait des villes s'explique par les impacts qu'elles génèrent. À Madagascar, les agglomérations occasionnent 70% du PIB. Les villes concentrent presque toutes les grandes entreprises du pays. 70% des entreprises qui voient le jour y sont localisées. Les grandes entreprises formelles se concentrent dans les villes, ce qui suscite l'attrait des ruraux. Or les cités englobent également le taux de sous-emploi les plus importants. D'énormes investissements sont donc dès aujourd'hui nécessaires pour les villes malgaches afin d'amortir le choc de la révolution démographique. P



« Empêcher les gens de venir en ville n'est pas la solution, il importe de développer nos campagnes »

La Grande île a d'importants besoins en infrastructures tout en ayant l'obligation de faire face à une mutation géographique et spatiale importante : l'accroissement des villes et des grandes agglomérations. Le ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics nous a accordé une interview pour faire le tour de ces questions.





HAJO ANDRIANAINARIVELO

Ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics

D'un côté, la présidence a un pôle consacré aux projets présidentiels, de l'autre le ministère de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics (MATP) est en charge des travaux publics, comme son nom l'indique. Quelle est la dynamique entre ces deux entités?

Le MATP exécute les programmes de l'État. Quand les travaux sont lancés par la Présidence, il y a des préparations en amont, notamment en termes administratifs. Le MATP s'engage dans les volets fonciers et l'aménagement du territoire. Nous travaillons ensemble. La Présidence donne le coup de pouce pour que le projet sorte de terre et pour marquer la volonté politique au plus haut niveau de l'État. S'il faut faire une école, le ministère de l'Éducation nationale (Men) s'adressera au MATP pour connaître la disponibilité du terrain, sa sécurisation ainsi que pour les divers documents administratifs. Ce n'est qu'après que le bâtiment pourra être construit. Les infrastructures sont d'une importance capitale pour le pays. Tous les ministères travaillent de concert.

Vous avez évoqué l'importance des infrastructures. Comment expliquez-vous le déficit quasi chronique à Madagascar ?

Nous n'avons jamais eu de vision claire. Il est d'usage de dire que durant la colonisation, Madagascar comptait un réseau routier "structurant". Du temps de la première République, le besoin était de désenclaver des zones. Les routes étaient essentiellement utilisées par les voitures familiales. Aujourd'hui, elles servent à approvisionner des régions et à créer des industries. Les structures des routes de l'époque de la première République auraient dû être améliorées en termes de qualité si on voulait garder le même système. Nous nous sommes toujours contentés d'entretenir nos routes. Nous n'avons pas rehaussé leur niveau en termes structurels. Regardez l'axe RN 5 entre Toamasina et Foulpointe. L'ancienne route se dégradait tout le temps. Elle était simplement posée sur du sable. C'était suffisant auparavant car elle ne servait qu'aux vacanciers. Aujourd'hui, des camions de 30 ou de 40 tonnes y circulent pour transporter du riz ou des matériaux de construction. La route ne peut pas supporter ce genre de cir-

culation. Le fait de vouloir juste entretenir les infrastructures routières a fait que, d'année en année, nous avons perdu beaucoup d'argent. Aujourd'hui, l'axe Toamasina et Foulpointe a été consolidé en béton. Les routes d'Antananarivo qui ont été refaites avec la Banque européenne d'investissement (BEI) n'ont plus la même structure qu'avant, tel est le cas de la nouvelle rocade Nord-est. Il v a des normes que nous sommes amenés à respecter maintenant pour pouvoir assurer la circulation. Cela coûte cher obligatoirement, mais il vaut mieux investir puis assurer l'entretien. Par exemple, nous avons étendu les délais de garantie de trois à cinq ans ; or, ils n'étaient que d'un an auparavant. Dans tous les appels d'offres, nous avons réalisé une économie entre 20 et 30%.

En termes d'aménagement du territoire, la population malgache migre de plus en plus vers les villes. Comment appréhender ce challenge?

Comme pour tous les pays, c'est un grand défi. Nous devons travailler dans l'approche prospective et l'intelligence territoriale qui

Focus

devraient être au centre de nos réflexions et de notre politique de développement. D'ici 30 ans, nous arriverons à la parité de la population urbaine et rurale. À ce moment-là, comment pourrions-nous faire? C'est la raison pour laquelle le président de la République a décidé de créer des nouvelles villes. Nous serons obligés de tendre vers cette approche. Il faut anticiper et programmer. Le MATP, comme l'Exécutif en général, s'attèle à mettre en place des outils de gestion de planification des villes. Auparavant, dresser un plan d'urbanisme s'apparentait à une formalité : il fallait juste le faire. Je pense que tout le monde en a conscience. Sans vision pragmatique, il est impossible de gérer les villes. Les problématiques urbaines sont au centre des préoccupations de tous les pays, beaucoup plus dans un pays comme le nôtre, elles créent des tensions et des insécurités. La gestion des villes peut fragiliser politiquement les administrateurs. Or, il n'y a pas suffisamment d'offres en termes d'infrastructures, de travail et autres dans les autres zones non urbaines. Madagascar est présenté comme un pays rural, à cause des espaces agricoles à perte de vue, mais il n'échappera pas à l'urbanisation. Dans ce sens, il est essentiel d'améliorer des plans d'urbanisme au profit des collectivités locales pour qu'elles puissent préparer l'avenir. La vision prospective et l'intelligence territoriale permettent à chaque citoyen de chaque ville d'avoir une idée et une vision idyllique en particulier de ce qu'il veut faire de sa ville, demain.

Nos édiles et les agents au niveau des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) s'approprient-ils des outils entre leurs mains pour gérer et planifier leurs territoires ou sont-ils submergés par la gestion du quotidien ?

Cet outil de gestion des collectivités est la planification territoriale. Il ne suffit pas de l'avoir, il faut savoir l'utiliser. Elle doit assurer une gouvernance au profit de la population, en termes de rentrées fiscales, de gestion des espaces, etc. L'Ivontoeram-panazariana an'Antananarivo sy ny Manodidina (Ipam) ou l'Auga (Agence d'urbanisme du Grand Tana) a été mis en place pour le Grand Tana afin de montrer que la gestion de l'espace urbain ne peut pas se limiter à Antananarivo. Cette dernière est devenue une métropole. Nous devons avoir une vision plus large, une mise en commun des ressources, mais surtout des coordinations des activités pour toutes ces communes qui l'entourent. Je pense que les maires des communes périphériques commencent à comprendre les enjeux. Si on prend par exemple la problématique des ordures ménagères, Antananarivo n'a plus de terrain. Bientôt, Ambohimangakely n'aura plus de place également. Il faudrait donc que nous installions une décharge municipale un peu plus loin. Tout cela nécessite une vraie planification. Il est dans l'intérêt des maires et des conseillers municipaux de travailler ensemble pour avoir une vision collective et surtout mettre en commun les ressources, car – sur cette question précise des déchets par exemple –, nous ne pourrions pas créer une décharge par commune. Une réflexion conjointe, un programme et des outils communs pour équilibrer et pour s'entraider dans la gestion des cités sont utiles.

La nouvelle ville sera celle que l'on aimerait avoir mais qu'on n'a pas eue.

La mise en place d'une nouvelle ville est une initiative louable. Cependant, les fonds engagés ne devraient-ils pas être investis pour améliorer Antananarivo, par exemple ?

Ce n'est pas l'État qui va payer pour l'ensemble des travaux de la nouvelle ville. Il apportera les infrastructures nécessaires pour permettre sa création : l'eau et l'assainissement, la route et l'électricité. Nous faisons appel à des partenaires pour y investir. Une nouvelle ville est un investissement, mais en même temps une création d'espaces urbains aux normes. Les ministères pourraient y louer un bâtiment. C'est la raison pour laquelle j'ai évoqué une question de programme à long terme de planification. Cependant, nous investissons beaucoup sur Antananarivo. La nouvelle ville sera celle que l'on aimerait avoir mais qu'on n'a pas eue.

On parle depuis des décennies du concept de Grand Tana, n'est-il pas temps d'aller de manière plus concrète dans ce projet ?

Le fait d'avoir créé l'association Ipam est déjà un pas vers le Grand Tana. Elle va travailler dans ce sens. L'agence aidera à coordonner les actions et les projets de développement pour l'ensemble des 37 communes qui entourent Antananarivo. C'est un début. Nous préférons instaurer les structures et pousser la réflexion commune avant de prendre une décision politique. Cette dernière viendra d'elle-même, par la suite. Comme je l'ai dit, il est essentiel d'aller dans le même sens, d'avoir une vision commune, la gouvernance s'en suivra.

Comment conjuguer le développement avec l'exode rural qui sera sûrement amené à s'intensifier, vu le changement climatique et la mutation de nos campagnes ?

Dans la politique que nous menons aujourd'hui, il ne suffit plus de réhabiliter ou de construire des routes nationales. Il faut s'occuper des routes connexes qui desservent les routes nationales. Soyons clairs: nos compatriotes qui habitent à la campagne n'ont pas particulièrement envie de venir en ville, mais ils n'arrivent pas à vivre en campagne. Je pense que très peu de gens souhaitent continuer à vivre en ville, ce ne sont pas les Tananariviens qui vont dire le contraire. Il faut donner les moyens aux gens qui habitent en dehors des agglomérations de pouvoir améliorer leur niveau de vie. Quoi de mieux pour cela que de les mettre en relation avec les centres urbains qui sont des centres de consommation. Nous avons intégré ce volet dans notre approche. La réhabilitation de la RN 44 s'accompagne de celle de 200 km de voies secondaires. Nous dotons les localités de connexion internet pour stimuler l'économie numérique pour que les habitants des campagnes aient accès aux informations et aux marchés afin qu'ils n'aient plus à se déplacer. Empêcher les gens de venir en ville n'est pas la solution, il importe d'améliorer la qualité de vie à la campagne. Ce sont des actions innovantes qu'il faudra mener au niveau des paysans.

Que dites-vous aux détracteurs qui pointent du doigt la détérioration de la situation sociale alors que l'État investit massivement dans les infrastructures ?

Je comprends que les gens se disent qu'il faut d'abord s'occuper du social, ensuite les infrastructures viendront. Néanmoins, en tant que dirigeant, si nous n'avons pas une vision sur le long terme, nous ne nous en sortirons jamais. Nous travaillons pour les générations futures, pour l'avenir de ce pays. Nous ne pouvons pas mettre de l'argent uniquement pour la filière rizicole, parce que c'est urgent. Comment va-t-on transporter le riz si nous ne construisons pas des routes ? Comment éduquerons-nous nos enfants si nous ne construisons pas des écoles ? Idem pour les universités qui formeront ceux et celles qui vont diriger le pays demain. C'est un choix! Le chef de l'État a fait un choix politique. Nous le soutenons parce que c'est un choix pour l'avenir. Aujourd'hui, les gens vous crachent dessus, mais il faut reconstruire ce pays. Il est important de mettre les bases d'un développement durable. Cela coûte cher, que cela soit politiquement ou financièrement, mais c'est le prix à payer si on veut voir un "vrai" pays émerger . Nous ne pouvons pas juste faire de la gestion des affaires courantes. Ce fut le cas durant la Transition.

Nous avons été investis grâce aux élections, il importe d'améliorer la gouvernance de nos institutions, mais en même temps, il faut faire en sorte que le pays puisse avoir des structures de développement pérennes pour avancer. L'augmentation des capacités du port de Toamasina nous permettra d'anticiper l'accroissement de la population. La construction d'autoroutes répondra à ce défi. Certes, tout est urgent, mais il s'agit d'une question de priorité. Vous allez dire: les stades sont-ils importants? Dans une politique de développement, il faut créer une fierté et une appropriation de la politique de l'État par le citoyen. Prenez le cas de l'épopée des Barea. Notre équipe nationale a fédéré tous les Malgaches, d'ici ou

Nous pensons que notre culture et le sport peuvent être ces vecteurs de fierté. C'est un outil rassembleur pour permettre à tout un Dans une politique de développement, il faut créer une fierté et une appropriation de la politique de l'État par le citoyen.

chacun de se reconnaître dans ce pays. Si on n'aime pas la Grande île, elle n'avancera jamais. On peut ne pas aimer ses dirigeants, ni leur politique, mais il faut défendre son drapeau. Nous devrions avoir la fierté d'appartenir à ce pays malgré nos différences.

L'administration ambitionne de construire une autoroute entre Antananarivo et Toamasina. Quand les travaux seront-ils lancés ?

Les études sont terminées. Aujourd'hui, il reste à mobiliser les fonds qui sont très importants. L'État est en train de contacter les différents partenaires susceptibles de financer ce projet. Le projet est essentiel pour la survie économique de Madagascar. Comme je l'ai souligné, la capacité du port de Toa-

masina sera amenée à être multipliée par trois, voire par cinq grâce aux travaux menés par la Jica. Nous devons augmenter celle de la route pour répondre à cette exigence. Soit il fallait construire une autoroute, soit élargir la RN2. La décision du chef de l'État était de construire une autoroute. Il faut que Madagascar fasse aussi un saut quantitatif et qualitatif dans les infrastructures. Du point de vue institutionnel, nos textes ne mentionnaient pas l'existence des autoroutes. Nous les avons introduites dans l'ordonnance relative au patrimoine routier. Il aurait été étrange de mener des négociations avec les partenaires pour financer les autoroutes alors qu'elles ne sont même pas inscrites dans nos lois. C'est l'une des réformes que nous avons menées. Bientôt, nous procéderons au début des consultations ou des appels à manifestation d'intérêt pour l'exploitation de cette autoroute qui ne pourra se faire qu'en partenariat public privé comme toutes les autoroutes du monde. P

LE PLAN MARSHALL, TOUJOURS D'ACTUALITÉ

1 043 milliards d'ariary. C'est le volume d'investissements que Andry Rajoelina avait promis d'injecter dans le cadre du Plan Marshall, en juin 2020. S'inspirant du plan de relance américain en faveur des Européens après la Seconde guerre mondiale, le pendant malgache prévoyait la construction de nombreuses infrastructures pour redynamiser l'économie locale, à travers les infrastructures. Passé sous silence depuis quelques mois, Hajo Andrianainarivelo, ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics, nous confie qu'il est bel et bien en route et il est toujours d'actualité.

« C'est toujours d'actualité parce que, si vous regardez la Loi de finances 2021, chaque ministère affiche une rubrique "projets pour l'émergence". Donc à charge pour chaque département de proposer des projets à même de relancer l'économie après cette pandémie de Covid-19», explique Hajo Andrianainarivelo. La LFR 2020 a également prévu des projets d'investissements de type «grands travaux » d'infrastructure BTP dans des secteurs tels que la santé, les transports, l'éducation, le tourisme et l'assainissement. Le plan ambitionne notamment de construire 1 100 nouvelles salles de classes, dont 4 salles équipées par district soit 476 salles et à la demande des élus dans les 119 districts, des campus universitaires, des hôpitaux, des logements... et d'autres projets qui ne diffèrent guère de ce que le Plan émergence Madagascar détaille déjà. Le numéro Un de l'État malgache avait misé sur le lancement de chantiers dans toute l'île - «Plus aucun district ne sera oublié (...) c'est le "Velirano" (engagement) que j'ai fait durant ma campagne», avait promis le chef de l'État à l'époque –, afin de créer des emplois. Il avait exhorté les petites entreprises

à soumissionner. Les appels d'offres pour ces travaux seront lancés au niveau de chaque district et non au niveau des ministères, pour que les entrepreneurs de ces circonscriptions puissent en bénéficier. Ils devront être prioritaires dans le traitement des appels d'offres, avait expliqué Andry Rajoelina. Néanmoins, sur terrain, la réalité est encore tout autre. «La lourdeur administrative, et un sérieux manque de budget sûrement, nous a encore empêchés de lancer les travaux», nous confie un agent auprès du district d'Ambatondrazaka, dans la région Alaotra-Mangoro.

«Le Plan Marshall n'est pas uniquement la relance. Il concerne également les réformes, les questions de gouvernance. Mais les gens se sont beaucoup plus focalisés sur les infrastructures», nuance le ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics. La logique du plan malgache épouse celle de la reconstruction de l'Europe. Mais selon notre interlocuteur, cette planification infrastructurelle est également un moyen pour pouvoir engager les Partenaires techniques et financiers. «C'était une manière aussi de mobiliser nos partenaires. Nous voulions souligner que Madagascar a besoin de beaucoup plus d'infrastructures, aujourd'hui et d' investissements conséquents dans ce sens», glisse Hajo Andrianainarivelo. R.A.



Bas-quartiers

De la résilience à l'état brut

Au-delà des clichés, les bas quartiers abritent des hommes, des femmes et des enfants qui développent une formidable capacité de résilience.



vec un petit exercice de lexicométrie, les termes relatifs à l'insécurité, l'insalubrité, l'incivisme, l'incendie, l'inondation sont récurrents quand on parle des « bas quartiers ». Une borne-fontaine ayant pignon sur rue à Andavamamba, est la mieux placée pour raconter une journée ordinaire dans l'un deux.

VALSE DES MARCHANDS

Rabary dépose ses premiers bidons devant le portail de la borne-fontaine dès 3 h 30 du matin. S'il était venu plus tôt, il aurait rencontré des prostituées rentrant après une longue nuit de travail éreintant. Mais à cette heure-ci, il a le loisir d'apercevoir la valse des marchands du quartier qui, par sécurité, s'organisent en petits groupes pour rejoindre le marché d'Anosibe et de Namontana. En effet, s'ils v arrivent trop tard, ils auront à payer leurs marchandises plus cher et avec une qualité moindre, car ils auront à négocier avec les rabatteurs. D'autres porteurs d'eau rejoignent Rabary en attendant l'ouverture de la borne-fontaine à 4 h 30. Ils assurent l'approvisionnement en eau de plusieurs centaines de ménages. Rares sont les foyers qui ont accès aux services de la compagnie nationale d'eau et d'électricité (Jirama).

Les bidons jaunes s'entassent et font la queue sur plusieurs dizaines de mètres. En attendant leur tour pour prendre l'eau, ils ont le temps d'interagir avec les mères et pères de familles, munis de gobelets ou de bouteilles en plastique, pour acheter selon leurs préférences du pain, du mofo gasy, du café, du lait ou du thé dans les gargotes du quartier. Une heure a passé, les employés des zones franches sortent à leur tour. Ce sont des lève-tôt. Contrairement à ceux qui ont les moyens de prendre le bus, ils doivent marcher une à deux heures pour rejoindre Andraharo Ankadimbahoaka, afin de pouvoir joindre les deux bouts.

SUBSISTANCE

Le quartier se réveille. Les épiceries et les différents commerces ouvrent leurs portes, les maraîchers reviennent d'Anosibe et commencent à installer leurs étals. Les étudiants et les écoliers vêtus de leurs tabliers ou uniformes, ainsi que les salariés inondent la rue et pressent le pas pour se livrer à une rude bataille à l'arrêt-bus. Entre-temps, les lavandières ont récupéré les linges chez leurs patrons. Elles auront la journée pour laver, sécher et repasser afin de gagner un peu d'argent à la fin de la journée à raison de 100 ariary la pièce en moyenne.

Le calme revient, les mères au foyer sortent pour faire leurs courses. Un moment crucial pour les petits commerces du quartier, installés depuis le petit matin, pour assurer l'essentiel de leur chiffre d'affaires de la journée. Par groupe de deux à trois, elles arpentent les diguettes reliant les différents hameaux pour rejoindre la seule route pavée du quartier. Pendant ce trajet, elles sont informées des derniers potins, des décès, des scènes de ménage, des scandales, des sinistres ainsi que des commentaires sur les actualités nationales parues dans la presse... Les journaliers se postent devant l'entrée du quartier pour attendre des livraisons de sable, de gravillons ou de briques. Actuellement, les bâtiments poussent comme des champignons au point où les rizières envahies par les jacinthes d'eau cèdent progressivement la place aux constructions. Le marché de l'immobilier est en effet florissant, car le loyer, est encore abordable dans ce quartier.

VACARME

Un camion plein de briques arrive. Pendant que les livreurs déchargent leur cargaison, les journaliers accostent le propriétaire de la marchandise pour discuter des frais d'acheminement. Le coût dépend de la distance entre le dernier point accessible par voiture et le chantier ainsi que de l'état de la ruelle qui y mène. Le prix se fixe à l'unité à raison de 20 à 50 ariary. Une fois un accord trouvé, chacun s'empresse pour empiler les briques dans les sacs de jute. La compétition commence puisque chaque individu est payé au prorata de ce qu'il a transporté. Les plus costauds arrivent à transporter une cinquantaine de briques d'une seule traite, les moins robustes se contentent d'une vingtaine par trajet. Ce kandra assure le repas de ce soir et une partie de celui de demain, y compris la dose de rhum en fin de journée.

Le long de la centaine de trajets qu'ils doivent effectuer, ils sont habitués au vacarme causé par le bruit de marteau des fabricants de réchaud à charbon à côté qui, eux aussi, commencent leur journée. Malgré la concurrence avec les foyers améliorés, ils sont loin de chômer. Ils affirment pouvoir assurer l'essentiel du besoin d'Antananarivo ainsi que des commandes venant d'autres régions. Avec le nombre croissant des motos circulant à Antananarivo, les confectionneurs de clés à bougie lèvent à peine les yeux pour remarquer qu'en plus des sueurs, les visages et les cheveux des journaliers prennent un teint ocre à cause des poussières dégagées par les briques qu' ils transportent.

FANFARES

Midi est passé. Les écoliers rentrent, les lavandières ont fini d'étaler leur linge et attendent qu'il sèche, les journaliers continuent leurs va-et-vient, les chercheurs d'eau prennent leurs pauses-déjeuner pour reprendre vers 15 h. Avec leurs calèches garnies d'une grande marmite pleine de nouilles qui nagent dans du bouillon, quelques œufs durs et des morceaux de poulet, les gargotiers ambulants prennent place. Sans appels ni fanfares, les mécaniciens, les maraîchers, les cordonniers et ceux qui n'ont pas pu préparer leur déjeuner s'attroupent. À partir de 300 ariary, ils peuvent se procurer un repas chaud et par l'occasion un peu de glucide, de lipide et parfois un peu de protéines.

Le quartier somnole. Même le bruit des marteaux a cessé. Il faut attendre une heure pour revoir les écoliers et les collégiens reprendre le chemin de l'école. Ceux qui ont fini leur déjeuner plus tôt se regroupent à l'ombre et commencent une partie de carte. À l'instar de celles qui jouent au loto, ils y passeront tout l'après-midi. Vers 17 h, des coups de sifflet les interrompent. Il est temps pour le voisinage d'aller présenter les condoléances à une famille, un devoir qu'ils ne peuvent pas outrepasser sous peine d'amende et pour préserver un bon rapport avec le voisinage.

CRÉPUSCULE

La lumière baisse. Les lavandières, avec des cuvettes portées sur la tête, livrent leur linge sec et repassé. Les chercheurs d'eau ont fini leur journée et vont à leur tour préparer le dîner. Les artisans, eux aussi, rangent leurs outils. C'est le rush hour chez les épiciers. Les mères de famille, rejointes par les employés des zones franches, les salariés et les marchands ambulants les assaillent pour acheter du riz pour le dîner, du pétrole pour l'éclairage, du mosquito - pour avoir une nuit tranquille loin des moustiques-, un peu d'huile et d'autres produits de première nécessité. Les retardataires négocient avec la gérante de la borne-fontaine qui, en poste depuis 4 h 30 du matin, commence à râler, pour se procurer un bidon d'eau chacun.

La nuit tombe. Les lumières, en fonction des sources, transparaissent à travers l'interstice des fenêtres et des portes. Le quartier est calme. On entend les bruits des pas des prostituées avec leurs lourds sacs en plastique quittant le quartier. Le silence qui commence à s'installer sera brisé par l'arrivée de Rabary devant la borne-fontaine dans quelques heures. P

«Il faut redonner aux fokontany leur lettre de noblesse»

Rakotoarimanana, 89 ans, a été vice-président du fokontany Andavamamba Anjezika II de 1975 à 2009. Résidant des *« bas quartiers »* depuis 1935, il est un témoin privilégié de l'évolution et de la transformation de cette partie de la ville d'Antananarivo.



RAKOTOARIMANANA dit "DADAKOTO"

Vice-président du fokontany Andavamamba Anjezika II de 1975 à 2009.

Comment vous êtes-vous installé dans les bas quartiers ?

Pour des raisons professionnelles, mes parents ont déménagé à Anatihazo quand j'avais trois ans. Ils viennent d'Ambohitrimanjaka. J'ai grandi dans ce quartier jusqu'à mon mariage en 1955. J'ai été embauché comme ouvrier à l'atelier de la commune à Anosipatrana. Nous avons eu droit à un logement et on s'y est installé. Entre-temps, j'ai économisé et j'ai acheté un lopin de terrain à Andavamamba. C'était une rizière, mais j'y ai construit une petite maison en terre. Depuis, je suis devenu résident d'Andavamamba.

Qu'est ce qui vous a retenu dans ce quartier ?

Quand je suis arrivé ici, il n'y avait que quelques maisons. Sept en tout. Tout le monde se connaissait et à cause de cela, un certain sentiment d'appartenance s'est développé. On a l'impression d'être à la campagne, bien qu'on soit en plein centre-ville. Je m'y suis attaché et c'est pour cette raison que je me suis fixé un objectif : développer le quartier. Ainsi, je n'ai pas hésité à intégrer le comité du *fokontany* à partir de 1975 et cela pendant plus de trois décennies.

Andry Riantsalama

Mais Andavamamba a une mauvaise réputation...

Je ne sais pas d'où vient ce cliché. C'est peutêtre dû à cette chanson du groupe Lôlo sy ny tariny, *Lemizo*? En effet, ce quartier n'est pas loin de l'abattoir municipal d'Anosipatrana. Beaucoup de gens d'ici y travaillaient et se promenaient avec des couteaux attachés à la hanche. Toutefois dans ma jeunesse, après avoir regardé du cinéma ou du théâtre, je ralliais souvent le centre-ville et Anosipatrana à pied. Je n'ai rencontré aucun problème.

Je ne sais pas d'où vient ce cliché de la mauvaise réputation d'Andavamamba. C'est peut-être dû à cette chanson du groupe Lôlo sy ny tariny, Lemizo?

Comment trouvez-vous votre quartier actuellement?

Quand nous sommes arrivés ici en 1962, il n'y avait que de la rizière. L'aménagement du quartier s'est construit avec les citoyens. Bien que le nombre d'habitants ait beaucoup augmenté, nous avons pu exercer un certain contrôle. Il a été facile de mobiliser les habitants pour les travaux communautaires car ils nous respectaient. Actuellement, tout a changé. Le quartier s'est métamorphosé. Le sentiment d'appartenance, le sens de la communauté et le respect des biens communs se sont effrités. Les gens ne respectent plus l'autorité du *fokontany*. Ils n'y ont recours que pour obtenir les différents actes

administratifs comme les certificats de résidence, les certificats de vie, etc.

D'après vous, quelle est la cause de cette situation ?

Actuellement, les dirigeants du *fokontany* sont désignés selon des critères que j'ignore. Ainsi, ils ont du mal à asseoir leur autorité. Quand nous dirigions le *fokontany*, les chefs secteurs et les *vaomiera* quadrillaient le quartier. Ils nous informaient systématiquement de ce qui se passait. Par ailleurs, à travers le recensement deux fois par an, nous étions régulièrement informés des nouvelles constructions et des nouveaux résidents. Par exemple, il était impossible d'héberger quelqu'un sans en informer le *fokontany* et de construire n'importe où. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Un certain laisser-aller s'est installé.

Pourquoi avez-vous quitté vos responsabilités?

La politique a pris le dessus. En 2009, on nous a subitement remplacés par une nouvelle équipe. L'institution des *fokontany* en 1975 a mis fin à l'administration des *mpiadidy* et des chefs de canton. Depuis cette époque, je faisais partie des premiers élus du *fokontany* en tant que vice-président. Je ne fais pas de la politique et c'est pour cela que les sept présidents de *fokontany* qui se sont succédé m'ont confié cette responsabilité. Nous avons bénéficié d'une maigre indemnité, mais j'ai accepté pour l'intérêt de mon quartier et cela durant 34 ans. Je regrette la dégradation du quartier et de la mentalité des gens.

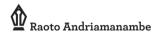
Est-ce une fatalité?

Non, tout dépend de ce que l'État veut avoir. La ville s'accroît et la population aussi. Les *fokontany* sont l'administration de proximité par excellence. Si l'État veut un véritable changement, il faut donner aux *fokontany* sa lettre de noblesse. Il faut élire les dirigeants et leur donner les moyens adéquats. P

Fiscalité locale

Des communes en quête de recettes

Les communes rencontrent des fortunes diverses. Pour la plupart, elles sont en grande difficulté. D'où la nécessité de repenser à la fiscalité locale.



ovasoa Ranivomananony est inquiète. Elle ne sait pas comment sa commune arrivera à payer le salaire de ses agents pour les mois à venir. Elle est maire d'Ampahitrosy, une petite bourgade à peine une vingtaine de kilomètres de la capitale mais particulièrement enclavée, notamment en période de pluie. La commune alimente pourtant en légumes le marché de Soamanantombo, l'un des plus importants marchés de produits frais d'Antananarivo. Elle aurait pu s'appuyer sur les impôts locaux, mais la situation ne le lui permet pas.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Code général des impôts (CGI) détaille les impôts locaux pour les communes : l'Impôt foncier sur les terrains (IFT) et l'Impôt foncier sur la propriété bâtie (IFPB). L'impôt foncier sur les terrains s'apparente à des taxes perceptibles sur les terrains nus. Ce type d'impôt est perçu à un taux de 1% de la valeur vénale du terrain. Quant à l'impôt foncier sur la propriété bâtie, le taux d'imposition est compris entre 5 et 10% de la valeur locative du bâtiment. Pour le cas d'une propriété habitée, l'impôt représentera le tiers de cette valeur. À part des subventions étatiques, ces impôts locaux permettent aux communes de faire fonctionner le rouage administratif et d'investir dans des infrastructures.

Justement, en 2020, la commune d'Ampahitrosy, comme de nombreuses autres, n'a pas pu effectuer le recouvrement des impôts locaux. «À cause de la Covid-19, les questions de fiscalité sont devenues taboues. D'une part, beaucoup de personnes ont perdu leur emploi. De l'autre, le changement climatique a impacté le calendrier cultural. La pluie s'est fait désirer, ce qui a eu raison des maigres récoltes. Nous n'avons pas pu faire le recouvrement des impôts. Nous avons même dû fermer le bureau de la commune », se désole l'édile d'Ampahitrosy, élue sous les couleurs de l'Isika Rehetra miaraka amin'i Andry Rajoelina Kaominina (IRK), la mouvance présidentielle. Avant

cet annus horribilis. la commune et sa maire commençaient pourtant à convaincre de plus en plus de contribuables de paver les impôts locaux. Elle avait même atteint un taux de recouvrement de 25%, ce qui peut paraître peu, mais comparativement à la situation avant 2015 - l'année de son élection - c'était une prouesse. « Imaginez que les derniers paiements remontent à 2009! À mon arrivée à la tête de la commune, le taux de recouvrement fiscal était de 0%. Les habitants de la commune n'étaient plus habitués à payer. Il a fallu sensibiliser par des descentes dans tous les fokontany et des tournées programmées. Ce fut un travail de longue haleine». témoigne-t-elle.

Même une grande agglomération comme Antananarivo peine à collecter des impôts

CHAMPIONNE

Mais la vraie championne du recouvrement des impôts locaux est une autre femme, Amina, maire d'Antanamitarana, dans la région Diana, une petite bourgade d'à peine 5 200 âmes. Elle a été à la tête d'une commune de 5 200 habitants qui ne paye pas de mine aux premiers abords, mais qui a réussi le tour de force d'atteindre un taux de recouvrement de 75%, sous l'impulsion de son édile. Elle a été régulièrement citée en exemple en termes de politique fiscale. Ce qui lui a valu des distinctions et des invitations dans des forums internationaux. «C'était une sorte de défi personnel envers mes collègues masculins et également une réponse à la confiance que m'avait accordée mes électeurs», se remémore-t-elle. La

recette secrète? Des sensibilisations, des descentes sur terrain et surtout la participation citovenne dans la conception des projets. «Le budget participatif est essentiel. La méthodologie a été simple: à travers des consultations publiques, j'ai demandé aux citoyens quelles étaient les problématiques en termes d'infrastructures. Ils établissaient une liste de priorités. Ensuite, nous avions dressé des solutions potentielles. Elles débouchaient sur les impôts locaux», nous explique Amina dans un grand éclat de rire. En l'espace d'un mandat, elle a réussi à «doper» la performance de sa commune pour atteindre ces fameux 75% de taux de recouvrement. Elle n'a pas oublié d'encourager les émulations entre fokontany et contribuables par le biais de concours et de goodies distribués. La performance de l'édile et de ses administrés a pu permettre de construire des écoles, de faire des adductions d'eau ou de réhabiliter des routes.

RECOURS

Même une grande agglomération comme Antananarivo peine à collecter des impôts, la faute d'abord à une base de données désuètes. Le dernier recensement remonte à 1999. Dans ce cas, il est difficile, voire impossible d'accroître la base imposable. Le taux de recouvrement fiscal ne dépasserait à peine les...5%. Ce recensement des propriétés bâties et des terrains est essentiel pour l'enrôlement. «Le nombre d'habitants a crû. Les nouvelles propriétés fleurissent également. Il est important de les recenser. Or, cela nécessite des moyens », dresse la maire d'Ampahitrosy. Les textes en vigueur poseraient également problème aux édiles. «Bien entendu, la base est l'économie, mais il faut savoir au'il est très difficile d'engager des actions coercitives contre l'incivisme fiscal. Les recours prennent du temps et nécessitent souvent des moyens colossaux en termes de frais d'avocat par exemple. Au final, le jeu n'en vaut pas la chandelle», déplore Justin Randriamahefa, ancien maire de Tsiafahy. «Il fallait faire des sacrifices, défend Amina. Je n'ai pas eu peur du qu'en-dira-t-on et des invectives de ceux qui ne voulaient pas s'acquitter de leurs impôts ». Même s'ils sont recouverts à 100%, les impôts locaux représentent à peine 50 millions d'ariary par an pour la commune d'Ampahitrosy, par exemple. L'équipe dirigeante doit s'appuyer sur d'autres leviers pour faire fonctionner efficacement la commune et surtout pour effectuer des investissements.

ENCOURAGER LES INITIATIVES LOCALES

«Nous nous appuyons sur les redevances de l'extraction de sable et sur les droits pour les famadihana, par exemple. Malheureusement en 2020, elles n'ont pas pu avoir lieu. Nous faisons appel aux partenaires et au secteur privé pour les investissements », note Lovasoa Ranivomananony. De nombreuses communes sont donc suspendues aux subventions étatiques, dont le montant total alloué à toutes les communes de Madagascar au titre de l'année 2019 ne représente que 0,005 % des dépenses totales du budget général de l'État, selon la Loi de finances rectificative pour l'année 2019 (voir article p.17).

L'exemple d'Antanamitarana montre qu'avec une bonne dose de bonne volonté, de la technicité et de la psychologie, les communes peuvent s'en sortir.

Or les procédures prennent bien souvent du temps, au grand agacement des maires qui doivent attendre parfois un an avant de recevoir ce transfert. Outre ce dernier, cette année trois types de subventions d'investissement seront transférés par le Fonds de développement local (FDL), à travers les Ressources propres internes de l'État (RPI), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à la performance du secteur public

(PAPSP), financé par la Banque mondiale, et du Programme de développement communal inclusif et de décentralisation (PDCID phase 1 et 2). Néanmoins, seules quelques communes bénéficieront de ces appuis, et comme nous l'a confié la maire d'Ampahitrosy, il faut savoir jouer des coudes pour avoir la bonne main. Sans pour autant les minimiser, au lieu d'attendre cette manne venant de l'État et des partenaires financiers, Amina préfère encourager les initiatives locales et l'inventivité. Mais cela passe par le renforcement de compétence, estimet-elle. «Ayez l'humilité, surtout en termes de gestion des deniers publics, pour ne pas duper les contribuables par rapport aux visions initialement établies. Apprenez également en sollicitant les techniciens», suggère-t-elle aux premiers magistrats. L'exemple d'Antanamitarana montre qu'avec une bonne dose de bonne volonté, de la technicité et de la psychologie, les communes peuvent s'en sortir. «Le paiement des impôts et des taxes est une participation au développement des communes et un devoir pour la patrie», exhorte Amina. P

CLD: ENTRE OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ET OUTILS POLITIQUES

Zafy Albert avait vu les choses en grand. Pour pouvoir s'assurer d'une base stable au niveau des collectivités territoriales, il avait pour ambition de s'appuyer sur des députés en leur offrant un budget à gérer et à répartir au niveau de leur circonscription respective. L'idée de doter chaque circonscription d'un fonds d'appui au développement local lui est alors venue. L'histoire a retenu que malgré les manœuvres, le Père de la démocratie allait être victime d'une motion d'empêchement par ces mêmes parlementaires. Suite à son élection, Didier Ratsiraka s'est appuyé sur la même structure. Après une petite parenthèse, après la prise de pouvoir de Marc Ravalomanana, la machine a été relancée en 2015, sur une proposition de loi du député Jao Jean.

Aujourd'hui, le fonds du Comité local de développement (CLD) – rebaptisé Crédit d'investissement destiné à l'appui au développement (CIDAD) – est l'un des socles financiers sur lequel peuvent s'appuyer les communes, avec les transferts étatiques, la fiscalité locale ou le Fonds de développement local. Le CLD est composé de député(s) élu(s) dans la circonscription, du chef du district (représentant de l'État), des maires des communes composants le district, du président du Conseil municipal (communal) ainsi que des représentants de services techniques déconcentrés (suivant les normes exigées par le plan d'urbanisme ou le schéma d'aménagement communal). Cependant, sa gestion est très politique et crée bien souvent des tensions entre les parlementaires et les maires. Ces derniers accusent ces premiers d'en faire des outils politiques et de ne choisir que les projets qui ont des coûts politiques de premier ordre, au détriment du coût social.

«Le CLD est un outil de récompenses et de sanctions. Pour les élus de l'opposition, il faut faire des pieds et des mains pour pouvoir décrocher un projet. On vous fait comprendre que vous avez été élu du mauvais bord politique. Parfois, si d'aventure on vous l'accorde, le choix des projets sélectionnés est réellement contestable. Il ne correspond pas

aux priorités de la commune», déplore un maire issu de l'opposition qui veut garder son anonymat. Cela expliquerait le fait que de nombreux élus, quand ils se représentent, ont tendance à suivre la mouvance en place. Par exemple, de nombreux transfuges Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM)

se sont présentés sous la couleur de l'Isika rehetra miaraka amin'i Andry Rajoelina kaominina (IRK). «Nous risquons d'être punis si nous entrons en dissidence, regrette un édile. Pour concrétiser les promesses, il vaut mieux être du côté de l'État».

De nombreux cas de figure se présentent pour matérialiser les travers du CLD: les choix des maires sont remis en cause, ou bien les projets sont carrément changés par les députés avec la connivence des chefs de district ou des préfets pour une raison financière ou par peur des parlementaires proches du pouvoir. Dans certaines communes, certaines décisions prises au niveau des réunions techniques sont changées au vol par le président du comité, le député, et le gestionnaire d'activité, le chef du district.

Si ces situations sont loin d'être isolées, les CLD sont de formidables outils qui peuvent soulager les communes. «Je peux témoigner que les dotations ont été équitablement réparties. Chaque commune a bénéficié des mêmes quantités de matériaux de construction. Tout a été équitablement réparti, donc nous sommes assez contents et confiants », réagit Ihajasoa Randriamanalintsoa, maire élu à Ambohitrimanjaka sous les couleurs du Tiako i Madagasikara (Tim). La circonscription est représentée par un député Tim et IRD. Le maire d'Ambohitrimanjaka a pu lancer des travaux de rénovation de bâtiments publics avec le matériel offert par le CLD.

« Dans une société népotiste, le magistrat de la ville perd son autorité sur sa commune »

Située dans le district d'Atsimondrano, Ankaraobato figure parmi ces communes actives, dirigées par un jeune maire. Issu de la formation Youth Leadership Training Program (YLTP), le magistrat de cette ville a fait de la transparence son fer de lance. L'autonomisation de la commune, surtout en termes de prise de décision, est son plus grand souci actuellement.



HERINJATO RAMAMENOSOA

Maire de la commune rurale d'Ankaraobato

Cela fait un peu plus d'un an que vous êtes à la tête de la commune d'Ankaraobato. La réalité correspond-elle à ce à que vous imaginiez quand vous n'étiez encore que candidat?

Pour être franc, non! Il faut l'avouer, il y a eu beaucoup d'écarts entre ce que nous avions prévu, ce qui s'est réellement passé et ce qui se passe vraiment. Je ne parle même pas de la situation sanitaire mondiale. Il y a finalement beaucoup d'éléments à prendre en considération dans les contextes de gestion d'une commune. Il faut dire qu'on ne décide pas seul de la manière de gérer la commune. Malgré toutes les bonnes volontés du monde, il y a les contraintes des lois ainsi que la lourdeur administrative qui nous empêchent parfois d'avancer au rythme que nous voulons. Les instances de décisions font aussi partie des freins. Il faut, en plus de l'amour et du dévouement, avoir un sens relationnel et une bonne dose de créativité.

Hilda Hasinjo

Le pouvoir du maire dans sa circonscription serait-il limité ?

Le maire a le pouvoir de contrôler ses fonctionnaires, de donner des ordres aux employés de la commune. Dans ce sens, il n'y a pas de problèmes. Mais la situation se corse lorsqu'il s'agit du citoyen qui a été longtemps en proie au laisser-aller. C'est d'autant plus difficile puisque nous vivons actuellement dans une société népotiste. C'est vraiment dommage que le premier magistrat de la ville ne puisse pas user de son pouvoir par rapport aux constructions illicites dans sa commune, quand c'est le tribunal qui donne tort à un maire ordonnant au propriétaire d'un bâtiment construit sans autorisation d'arrêter les travaux!

Le pouvoir des communes sur leur territoire devrait être plus important.

Vous arrivez quand même à tirer votre épingle du jeu. Où trouvez-vous les moyens de financer les projets que vous menez dans votre commune?

Je parlais plus haut du sens du relationnel. Nous avons invité les entreprises implantées dans notre commune à participer activement aux financements de nos projets. Nous avons également trouvé le moyen d'être efficients. À titre d'exemple, pour régler en partie les problèmes liés à l'eau et à l'électricité, nous avons négocié de manière efficace auprès de la compagnie nationale Jirama. De cette manière, les redevances et les surtaxes communales sont utilisées pour

payer certains services ainsi que la consommation de tous les bâtiments publics de la commune. Par ailleurs, nos contribuables participent considérablement aux financements des projets via les impôts.

Justement en termes d'impôt, quelle est votre performance pour l'année écoulée ?

Nous sommes fiers de nos réalisations de 2020 avec une performance qui tourne autour des 65% malgré la pandémie et les arrêts des activités. Ce qui prouve que tous les efforts de communication menés auprès de la population ont payé. Nous avons réorganisé notre méthode de travail et avons joué la transparence pour que les contribuables sachent où va leur argent. Nous avons aussi fait beaucoup de travaux, notamment la réfection des routes et des ruelles. Ce qui a largement incité les contribuables à un civisme fiscal assez important.

Quels sont les autres combats que vous allez mener ?

Le pouvoir des communes sur leur territoire devrait être plus important. La justice ne devrait pas ébranler l'autorité du magistrat de la ville en venant casser une décision dans sa localité, juste parce que le plaignant a le bras long. L'autre combat serait de faire porter par les députés une loi disposant que les redevances et les surtaxes communales puissent réellement revenir directement et entièrement aux caisses de la commune. Pour le moment, la compagnie nationale d'eau et d'électricité Jirama nous fait payer les coûts du matériel pour les nouvelles installations, et ce, à un prix exorbitant. Alors qu'en réalité, elle nous doit encore une somme faramineuse. Le deal n'est pas équitable. P

« Les zones urbaines et leurs périphéries sont des victimes collatérales de l'urbanisation »

Sandrina Randriamananjara, membre de l'Association des professionnels de l'urbain de Madagascar (Apum), nous livre un constat sans ambages des défis inhérents aux villes, des rôles de leurs habitants et de leurs dynamiques au sein des Collectivités territoriales décentralisées.





SANDRINA RANDRIAMANANJARA

Trésorière et ancienne secrétaire exécutive de l'Association des professionnels de l'urbain de Madagascar (Apum)

Dans quel état sont nos villes?

Malgré la pluralité des villes à Madagascar, une trajectoire commune se dessine d'année en année vers une "bidonvilisation" globalisée. En effet, ce n'est qu'en mettant des mots sur notre quotidien de citadin que ce constat devient une réalité criante : l'insalubrité des quartiers à force d'amasser nos ordures dans des bennes trop petites pour une population qui croît sans cesse, l'insécurité autant dans les espaces publics que dans les foyers pris d'assaut, les coupures d'eau et/ou d'électricité, la multiplication des constructions informelles, le délabrement du bâtis, la vétusté des infrastructures existantes, le surpeuplement des habitations... De nombreux quartiers de nos villes répondent ainsi aux critères décrivant les favelas brésiliennes ou aux poblaciones callampas chiliens.

Quels en sont les défis les plus prégnants ?

Nous devons aujourd'hui faire face à deux défis majeurs: en premier lieu, comment transformer ces villes en villes durables qui puissent répondre aux besoins de "tous" ses habitants? En partant du constat précédent, notre première responsabilité à tous est d'abord d'apporter des solutions viables à chaque problème qui nous empêche de vivre mieux, comme la gestion des déchets, l'insécurité foncière, les embouteillages, etc. Pour cela, de bonnes pratiques existent partout dans le monde. Au Pérou, ils ont réussi à transformer les bidonvilles en nouvelles villes émergentes grâce à des investissements publics, à la consolidation de l'économie populaire, à la mobilisation citoyenne et bien d'autres facteurs. À Madagascar, les idées et les projets d'amélioration des conditions de vie fusent de chaque acteur de développement, ne manque-t-il plus qu'à tendre vers un objectif commun? Et en deuxième lieu, comment prévenir l'apparition de bidonvilles dans les futurs développements urbains ? Les spécialistes de la gestion des risques et catastrophes ne nous le répéteront jamais assez : il vaut mieux prévenir que guérir. La croissance urbaine est inévitable dans la tendance actuelle de l'accroissement démographique, et l'inexistence de politique propre aux zones rurales les rendent de moins en moins attractives au profit des villes. Les zones urbaines et leurs périphéries, victimes collatérales de l'urbanisation, sont vouées à accueillir de plus en plus de population, donc de nouveaux logements sont nécessaires, mais aussi de nouveaux équipements et infrastructures (hôpitaux, écoles, réseaux d'alimentation en eau, etc.). D'où, la nécessité pour toutes les villes de s'armer de plans d'urbanisme ... et de les utiliser.

Comment expliquer la faille : le manque de volonté politique, les problèmes de compétences ? Comment expliquer le retard accumulé par Madagascar à la planification stratégique qu'il fallait ou que l'on aurait dû adopter pour les villes ?

La gouvernance urbaine n'est pas chose aisée à Madagascar, nous ne sommes toujours pas arrivés au bout du processus de décentralisation engagé par le Programme national de décentralisation et la déconcentration (PN2D) en 2006. D'une part, les finances communales dépendent principalement de l'État central. Et quand la politique s'entremêle avec l'administration territoriale, les finances des collectivités sont affectées par les divergences des partis, surtout pour la capitale, centre névralgique politique. Les citoyens ne peuvent souhaiter que leurs élus locaux soient en bons termes avec le pouvoir central... De plus, dans la pratique politique, le calendrier politique est difficilement compatible avec la planification stratégique sur le long terme. L'établissement d'un plan d'urbanisme demande deux à quatre ans d'études, de concertations et de mise en place, soit l'équivalent de tout un mandat politique. Un politique élaborera alors une vision et un plan qu'un autre met-

Quand la politique s'entremêle avec l'administration territoriale, les finances des collectivités sont affectées par les divergences des partis, surtout pour la capitale.

tra en œuvre, à moins d'une réélection. Le retard cumulé peut aussi être ainsi attribué au manque de continuité dans la gestion des affaires de la ville entre les différents pouvoirs qui se succèdent.

Quant aux compétences des élus dans les grandes villes, cela ne devrait pas être un obstacle majeur étant donné qu'ils peuvent s'entourer de conseillers et d'experts dans la bonne conduite de leur mandat. Nos institutions académiques, nos universités et nos écoles supérieures produisent chaque année des centaines, voire des milliers de jeunes pouvant prétendre contribuer à apporter des connaissances techniques, de bonnes pratiques et des idées que les élus n'ont pas forcément. En effet, au final, leur bilan dépend ainsi de la qualité de leurs équipes et de l'écoute apportée aux experts de tous bords. Toutefois, les villes moyennes et petites bénéficient moins de cet appui technique. Elles dépendent entièrement de leur relation avec l'État central dans la mobilisation de ce soutien nécessaire à la maîtrise urbaine.

Mis à part ces questions d'ordre structurel et politique, la capacité des communes à investir et gérer leur territoire reste limitée par leur capacité financière propre. Par exemple, l'impossibilité de faire correctement le recouvrement des impôts, dont l'Impôt foncier sur les terrains (IFT) et l'Impôt foncier sur la propriété bâtie (IFPB), est causée par le manque d'outils et de données à cet effet. Les élus actuels font face à plusieurs difficultés : à l'inexistence d'information exploitable et à l'obsolescence des documents qui leur sont transmis, certains datent même d'il y a plus de 50 ans. Il faut prendre conscience que Madagascar est encore un pays en pleine construction. À cet effet, chacun devrait contribuer à sa hauteur à l'édifice du pays, allant du curage des canaux de son quartier, à la déclaration fiscale, au financement des infrastructures communautaires et bien au-delà.

Comment assainir les villes malgaches ?

D'abord, qu'est-ce qu'assainir une ville ? Tout simplement, la rendre plus saine et vivable, et ainsi durable. La réussite d'un assainissement demande deux volets : une réponse "hard", c'est à dire le matériel et les infrastructures adéquats pour permettre l'évacuation des eaux usées, la collecte d'ordures, les infrastructures de traitement des déchets, l'installation de blocs sanitaires, etc., et une réponse "soft" qui se concentre sur la sensibilisation et l'éducation des citoyens qui seront amenés à utiliser ces nouvelles infrastructures et à changer de comportement en accord avec ces mesures. À titre d'exemple, le tri des déchets au sein de son foyer reste une pratique peu efficace malheureusement (à moins d'avoir un circuit de valorisation des déchets alternatif), puisque ces derniers se retrouveront au final entassés dans une même benne à ordure. Les projets d'assainissement se heurtent aussi à la problématique de la rareté du foncier urbain et aux installations illicites : les

Focus

emplacements des bennes à ordures disparaissent au profit de nouvelles habitations ou petits commerces et certains voient dans les réserves autour des canaux l'opportunité d'y bâtir. D'où la nécessité d'éduquer et d'informer la population, pour la sécurité et la santé de tous, mais surtout pour l'intérêt général.

La politique des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) est-elle efficace pour le développement local et l'autonomie budgétaire. Les initiatives communales pourraient-elles dépasser les projets régionaux ?

La politique des CTD rejoint cette nécessité d'avoir des structures de proximité compétentes. Mais une autonomie décisionnelle n'est pas réelle sans autonomie budgétaire et financière, d'où la nécessité de la décentralisation budgétaire si on veut que les CTD puissent agir pleinement. Aujourd'hui, l'État central est-il disposé à le permettre? La nomination des gouverneurs a-t-elle permis aux territoires locaux de mieux se développer et de se gérer? Ouelle priorité donnons-nous au développement local et à l'autonomisation des CTD? Certes, la multitude des niveaux de gouvernance porte à confusion quant à la répartition du pouvoir. Quand il arrive que la plus haute instance du pouvoir exécutif inaugure une borne-fontaine, il est normal de se poser des questions quant aux partages des responsabilités. La complexité ou/et le flou régnant laisse tout autant d'interrogations sur ces limites pour éviter les empiétements et les doublons. Mais dans l'idéal, pour le vivre ensemble, il est recommandé de demander, "ny teny ierana tsy mba loza".

Quelles seraient les pistes de réflexion pour un développement durable des agglomérations?

Il n'existe pas de solution miracle à la transformation positive d'une ville, à moins que le Saint-Esprit habite chacun en même temps... Nous pouvons au moins commencer par prendre le temps (accorder du temps, faire les démarches pour nous le permettre, etc.) de remettre en question notre mode de vie et notre mode de gouvernance. Les quelques questionnements suivants peuvent être un début pour essayer de comprendre et dessiner les contours de ce qu'on veut et ce à quoi la ville durable à la malgache peut ressembler : quel modèle de gouvernance permettra aux communes de gérer au mieux leur territoire? Faut-il un rattachement des fokontany aux communes? Comment s'emboîtent les attributions des gouverneurs avec celui des maires ? Comment permettre aux communes d'augmenter leur

capacité financière pour investir dans de nouvelles infrastructures et de les entretenir? Faut-il une réforme fiscale? Quels outils de financement participatif doivent être utilisés? Comment alléger les charges communales ? Comment soutenir l'économie locale et stopper la paupérisation des populations vulnérables? Faut-il réglementer les marchands ambulants? Faut-il reconnaître les petits métiers et les accompagner dans leur développement ? Comment valoriser le patrimoine urbain et culturel ? Faut-il opter pour des rénovations ou des réhabilitations ? Faut-il figer le patrimoine ou le réinventer? Comment permettre la sécurisation foncière et faciliter l'acquisition foncière pour tous ? Que faire des squatteurs ? Faut-il créer des centres d'accueil ? Quelle politique de l'habitat au niveau communal doit-on adopter? Quelles mesures doivent être prises pour préserver la qualité de l'air

La nomination des gouverneurs a-telle permis aux territoires locaux de mieux se développer et de se gérer ?

en ville ? Faut-il instaurer une journée de travaux d'intérêt général pour tous les citoyens? Quel circuit faut-il adopter pour la valorisation des déchets ? Faut-il incinérer ou enterrer ? Comment préserver les emprises publiques ? Quelles actions faut-il mener pour éviter les installations dans les zones inhabitables ? Comment permettre l'accès aux services publics pour tous ? Comment décongestionner les artères principales de la ville ? Faut-il interdire les véhicules motorisés dans le centre-ville ? Faut-il créer de nouveaux modes de déplacement? Quid des parkings ?... Certes, ces questions ne sont pas exhaustives et je ne pourrai jamais prétendre à cerner seule la complexité de la ville. Seule la concertation peut aider à éclairer et enrichir les réflexions. La ville ne se bâtit pas seul, mais avec ses habitants et tous les acteurs nationaux, internationaux, du secteur privé et public et avec les Organisations de la société civile (OSC).

Comment rendre les villes à ses habitants et comment faire en sorte qu'ils puissent participer au développement de leur ville ?

Quand la ville fait face à un problème, la tendance montre que l'on blâme d'abord les élus et les administrations, sans forcément penser en tant que citoyen à notre part de responsabilité. Ceci s'illustre bien dans la gestion des déchets - j'en parle beaucoup, tellement la nuisance olfactive et visuelle est prégnante et recrudescente puisque le problème n'a toujours pas de solution viable... - en parallèle avec la défaillance de la gestion publique, les citoyens euxmêmes exacerbent la situation par leurs comportements inciviques: les dépôts sauvages, le rejet de déchets dans les espaces publics (les meilleures saisons sont celles des litchis et des oranges à Madagascar), le "lancer de reste de vary masaka" sur la voie publique, etc. Cet incivisme et cette irresponsabilité citoyenne peuvent s'expliquer par le manque d'implication et d'information de ces derniers dans la ville. La perdition du sens du bien commun en découle tout autant puisqu'ils ne peuvent s'approprier entièrement leur lieu de vie. Même sans l'aval des autorités, la ville se construira toujours par ses habitants. N'est-il pas temps pour s'accompagner à mieux bâtir la ville ensemble et dans la foulée, repenser la place de l'auto construction, l'accès aux expertises de base (architecture, BTP), l'accès au permis de construire, la régularisation foncière, etc.

Dans le système actuel, le citoyen a peu de liens avec la commune et le fokontany à part l'appel aux urnes lors des élections ou l'acquisition de l'état civil. Et pourtant, la participation citovenne demeure au centre des démocraties. Sa contribution peut être aussi informationnelle en échangeant avec les décideurs, éducative en motivant le changement autour de soi, financière par les cotisations pour entretenir des infrastructures publiques, ou par le don de soi et de son temps pour améliorer son quartier et sa ville par des petits ou grands travaux. La facilitation de cette participation citoyenne peut commencer par des initiatives individuelles dans son fokontany, ou dans sa commune, ou auprès de ses élus et décideurs locaux. La reconnaissance de ces citovens peut aussi se faire par l'appel à consultation de ces derniers par les autorités. L'avenir repose sur notre capacité à collaborer pour de meilleurs desseins. P

Nouvelles villes

Tanà-Masoandro: le choix de la raison

L'État a finalement cédé : la nouvelle ville ne sera pas construite à Ambohitrimanjaka, mais à Imerintsiatosika, à 25 km de la capitale. Les coulisses d'un renoncement qui s'apparente au choix de la raison.



'l n'y a pas de triomphalisme dans la voix de Ihajason Randriamanalintsoa. « Ce n'est pas l'administration qui a reculé, mais c'est nous, habitants d'Ambohitrimajaka, qui étions restés debout contre vents et marées et avions contesté du début à la fin. C'est ce qui m'avait poussé notamment à me présenter aux élections municipales, même si je n'avais aucun intérêt dans ces questions foncières», nous explique-t-il d'un ton monocorde. Il est le maire de la commune rurale d'Ambohitrimanjaka, le site qui aurait dû accueillir Tanà-Masoandro. Il était en première ligne lors des manifestations contre la construction de la nouvelle ville.

ENJEUX

« Andry Rajoelina est fasciné par Diamniadio et par le modèle sénégalais. Dans son projet de société, il voulait à tout prix coucher sur papier la mise en place de nouvelles villes, à l'image de cette cité à une trentaine de kilo*mètres de Dakar* », nous confie un proche du chef de l'État. Au Sénégal, sur une emprise foncière de près de 2000 hectares de terres agricoles, des édifices prestigieux ont déjà émergé, parmi lesquels le Centre international de conférences Abdou-Diouf, la Dakar Arena, un Centre des expositions et une cité ministérielle. Le choix du numéro Un malgache se portera sur Ambohitrimanjaka, une banlieue rurale proche de la capitale. L'État avait souhaité préempter sur 1 000 hectares de rizières pour y construire une ville nouvelle destinée à désengorger Antananarivo

Dans une interview qu'il nous avait accordée, Gérard Andriamanohisoa, conseiller spécial du président de la République, en charge du projet, avait soutenu mordicus qu'« au vu des enjeux, il est impossible de construire une nouvelle ville à 30 km d'Antananarivo, comme certains le réclament. Le flux sera identique. L'emplacement stratégique actuel de Tanà-Masoandro permettra d'offrir une opportunité pour les Tananariviens de ne plus remblayer la rive droite de l'Ikopa, ce qui représente déjà un danger pour la ville ».

OPPORTUNITÉS

Mais comme il fallait s'y attendre, les habitants d'Ambohitrimanjaka ne l'avaient pas entendu de cette oreille. Ce qui a occasionné l'une des manifestations les plus importantes depuis le début du mandat de Andry Rajoelina. La répression fut violente et fit plusieurs blessés en octobre 2019. Même Ihajason Randriamanalintsoa candidat-maire à l'époque, avait été déféré au parquet et accusé, avec ses compères, de porter atteinte à l'ordre public, lors des échauffourées du 17 octobre dernier. Le changement de médiateurs et la mise en place d'un bureau de liaison implanté au Village Voara Andohatapenaka n'y ont rien fait : la plupart des habitants, des propriétaires fonciers et des exploitants des rizières refusaient tout bonnement de céder leur terrain.

«J'avais expliqué au vice-ministre en charge des Nouvelles villes et de l'Habitat que près de 46 700 personnes vivaient à Ambohitrimanja-ka. Environ 80 à 90% d'entre eux subsistaient directement ou indirectement de l'exploitation de ces rizières, à travers la riziculture ou la briqueterie traditionnelle. Si nous les remblayons, où iront-ils ? Ils reviendront sûrement sur le nouveau site. J'avais proposé d'assainir Antananarivo et de l'aménager, car des opportunités peuvent encore se présenter. Le sujet était à la fois politique et éminemment social», se remémore le maire.

NÉGOCIATIONS

Finalement, l'administration a fait machine artière. Les manifestations de la population locale et leur «coût politique» ont encouragé l'administration à reculer et à choisir le site de Tsimahabeomby, à Imerintsiatosika, dans la région Itasy. Pour Angelo Zasy, vice-ministre en charge des Nouvelles villes et de l'Habitat, il s'agit davantage d'une question technique. «Ambohitrimanjaka est un site relativement intéressant en termes de localisation et d'accès. Il est proche du centreville. Mais vous savez bien que si vous voulez construire quelque part mais que si vous ne maîtrisez pas la question foncière, les pro-

jets ne servent à rien. Vous avez beau avoir le meilleur plan du monde, si le terrain ne vous appartient pas, vous n'y arriverez pas. À Ambohitrimanjaka, 9 000 parcelles étaient recensées, ce qui signifie quasiment 9 000 titres fonciers. Il fallait donc discuter avec 9 000 personnes. Généralement, le titre n'appartient pas à une seule personne, il y a peut-être cinq membres de la famille. Cela équivaut à négocier avec 45 000 personnes », nous détaille-til longuement.

VITRINES

L'administration a donc dû changer de braquet. «Le président de la République a misé sur une autre stratégie. Il n'est pas là non plus pour spolier la propriété de la population. Tanà-Masoandro est un projet que l'on fait pour nous tous. Il a donc fallu que nous fassions d'autres études et que nous identifions d'autres sites avec, prioritairement, des terrains domaniaux. C'est la raison pour laquelle Imerintsiatosika, situé à 25 km de la capitale a eu notre faveur », conclut-il.

Le projet de nouvelles villes ne concerne pas qu'Antananarivo, à en croire le vice-ministre. Même si rien ne garantit qu'elles seront les déclencheurs d'une vraie révolution urbaine, ces nouvelles cités seront, peut-être, les vitrines d'une véritable planification urbaine. Avec le Soudan, la République centrafricaine, le Tchad et la Mauritanie, Madagascar fait partie d'une liste peu flatteuse de pays dont la majorité (plus de 80 %) des citadins habite dans des quartiers précaires qui sont les États les plus pauvres. En tout cas à Imerintsiatosika quelques

voix se font déjà entendre pour contester de nouveau les expropriations... **P**



« Tanà-Masoandro désengorgera Antananarivo »

À l'image d'autres pays du Continent noir, la Grande île se lancera également dans la construction de nouvelles villes. Après un vrai faux départ avec Ambohitrimanjaka, Imerintsiatosika, à travers le site de Tsimahabeomby, a été choisi pour accueillir Tanà-Masoandro. Mais le chantier s'annonce titanesque. Zasy Angelo nous en livre les grands contours.





ZASY ANGELO

Vice-ministre en charge des Villes nouvelles et de l'Habitat

À quelle problématique la création de nouvelles villes devrait-elle répondre ?

Nous savons qu'Antananarivo fait face à des problèmes démographiques et infrastructurels indéniables. Et ce, depuis des années. La capitale est saturée. Les réseaux, quels qu'ils soient, sont sous-dimensionnés. En termes d'équipements, nous sommes désuets. La ville a été construite pour un nombre d'habitants que nous avons dépassé depuis longtemps. Avec ces projets de construction de nouvelles villes, nous allons redonner à Antananarivo tout ce qu'elle a perdu : la mobilité, sa notoriété de capitale de Madagascar. Les usagers et les agents de la fonction publique méritent aussi d'avoir des bureaux dignes de ce nom. Les ministères seront préemptés dans la nouvelle ville avec l'ensemble des équipements qui viendraient autour. Bien entendu il n'y aura pas que des bureaux administratifs. Il faut créer de la vie autour : du commerce, des équipements sportifs, des écoles, des équipements de santé... Il faut aussi loger l'ensemble de la population qui a ses intérêts sur la capitale. On crée un effet "tiroir". Si demain on déplace l'ensemble des

ministères, les immeubles où nous sommes aujourd'hui seront libérés. On va pouvoir pré-attaquer le centre-ville d'Antananarivo. Nous allons pouvoir le redynamiser, c'est ce qui se fait partout dans le monde. Prenez un exemple parmi d'autres : Paris a créé les quartiers de la Défense. Les entreprises s'y sont installées. Le cœur de Paris s'est libéré peu à peu, comme les 7e, 8e ou 9e arrondissements. C'est un peu la philosophie de Tanà-Masoandro. On va faire en sorte que la capitale fonctionne mieux, qu'elle soit plus attractive, que cela soit pour les Malgaches, les résidents ou les étrangers. Ils doivent avoir des équipements à portée de main. La ville doit être beaucoup plus dynamique. En termes de marketing, la nouvelle

On va faire en sorte que la capitale fonctionne mieux, qu'elle soit plus attractive ville impactera positivement sur l'image de la Grande île. Les espaces verts occuperont 25% de la superficie totale, l'environnement sera beaucoup plus sain. Un plus grand parc zoologique et botanique y sera créé. La nouvelle ville ne sera pas que des murs. Elle sera le fruit d'une vraie réflexion.

À travers Tanà-Masoandro, n'allons-nous pas juste déplacer les problèmes d'Antananarivo dans une localité différente ?

Pas du tout. La ville a une approche globale. Nous allons évoquer la question de mobilité. Les embouteillages en font partie. Nous avons pensé à cela dans la nouvelle localité. Justement, l'un des premiers grands travaux est la construction des réseaux routiers. Le plan a été pensé de telle sorte que la nouvelle ville ne s'engorge pas. La structurer, comme nous le faisons actuellement, aidera à désengorger Antananarivo et ses alentours. Les différents quartiers qui vont y être bâtis amélioreront le flux de circulation de la population, des biens et des services. Dans notre planification, la notion de mobilité douce est prise en compte. Nous allons mettre en valeur cette approche. Nous en

Focus

avons déjà les prémices avec les tramways ou les trains urbains. Il faut imaginer qu'à Imerintsiatosika, nous appliquerons ces solutions. Ce n'est pas parce que nous sommes Malgaches que nous n'allons pas faire les choses comme il faut avec des experts internationaux. Nous avons déià réalisé les "benchmark" et les états des lieux sur les problématiques. Personnellement, je n'ai pas envie d'habiter dans une ville ou de me déplacer dans un quartier avec les mêmes problématiques qu'à Antananarivo. Nous allons apporter des solutions d'une manière cohérente. Ma philosophie sur ce projet est de le réaliser avec les bons acteurs. Si vous voulez construire une maison, faites appel à un architecte qui fera les bons plans; travaillez avec une entreprise qui vous fera les bons travaux... Pour Imerintsiatosika, comme les autres projets sur lesquels nous travaillons, nous avons sollicité le plus d'acteurs expérimentés possible. Après, tout dépend aussi du budget que l'on possède, bien évidemment.

En termes de budget, a-t-on une idée globale de combien est-ce que le projet titanesque va nous coûter ? Quelles formes de partenariat seront mises en place ?

Aujourd'hui, il est très difficile de vous donner directement le nom des partenaires que nous allons choisir. Nous sommes en plein processus administratif.

Quel sera le profil des cabinets ou des sociétés qui mettront en œuvre le projet ?

Le volet technique est important pour pouvoir déployer l'ensemble du processus. Par exemple, la topographie peut être effectuée par des entreprises locales qui ont l'expérience. Futurmap, une société malgache leader dans son domaine, se chargera du traitement des données géographiques. Il est important d'avoir des relevés par drones, des plans en 3D de la morphologie du terrain... qui nous permettent de bien appréhender le site afin de pré-dimensionner les équipements. Une fois cette étape accomplie, nous pourrions travailler avec de grandes agences d'urbanisme. L'urbaniste aura la charge d'intégrer les programmes de la ville. Avec son intelligence, son expérience et sa compréhension du site, il ou elle nous dira comment s'articuleront les différents quartiers par rapport au contexte local : culture, coûts, problématiques en termes de développement durable, accès à l'eau... Nous ferons appel à des cabinets spécialisés. Malheureusement, localement, nous recensons de nombreux cabinets d'architectes, mais peu, voire pas

du tout, ont eu l'occasion de travailler sur des projets d'une aussi grande envergure. Le programme nous permettra de positionner physiquement tous les bâtiments sur ce nouveau territoire. Après, nous pourrions commencer à dimensionner les surfaces sur des équipements privés, par exemple : combien de mètres carrés allouera-t-on pour les logements? Construirons-nous davantage d'appartements ou de villas ? Pour arriver à ce stade, il faut faire des allers-retours entre les études de marché - avec des dimensions économique et financière - et le dessin. Beaucoup de mètres carrés à construire veulent dire que derrière tout le processus, il y a des personnes qui ont la capacité de le réaliser, mais aussi de futurs acheteurs qui ont aussi le pouvoir financier. C'est essentiel pour déterminer le niveau de rentabilité du projet.

De nombreux scénarios peuvent être évoqués : soit on fait appel au budget de l'État, ce qui veut donc dire que l'on immobilise des fonds publics.

Nous sommes dans cette phase. Nous avons à peu près la forme du site et la typologie des appartements. Mais à la question de comment y arriver, les urbanistes travailleront avec des financiers. On va comprendre jusqu'où nous pourrions faire appel aux investissements publics et quels sont les schémas pour que l'on puisse arriver à dimensionner l'ensemble. De nombreux scénarios peuvent être évoqués : soit on fait appel au budget de l'État, ce qui veut donc dire que l'on immobilise des fonds publics. Soit on emprunte, ce qui veut dire que l'on va rembourser de manière échelonnée. Soit on travaille avec des partenaires à travers le Partenariat public-privé (PPP). Les partenaires chercheront les fonds nécessaires, ils prendront les risques avec l'État, ils prendront leur marge et porteront le projet. Puis, l'État va les rembourser en fonction des conditions qu'ils ont réussies à obtenir au niveau des organismes financiers.

En termes de financement, rien n'a été donc bouclé ?

En termes de financement, toutes les options sont envisageables. Nous choisirons ce qui correspondra le mieux aux finances de l'État. Des investisseurs sont prêts. L'État aussi a de l'argent, on nous a dotés d'un budget. Des organismes financiers, comme des banques, qui comprennent les opérations sont également prêts à nous accompagner. Nous sommes exactement dans la phase de réflexion pour pouvoir juger de ce qui correspondrait le mieux à l'État.

A-t-on une prévision quand les travaux commenceront?

Cette année, dans les prochains mois.

Le choix du nouveau site change-t-il le planning initial ?

Exactement. À Ambohitrimanjaka, il fallait remblaver et stabiliser le terrain avant de pouvoir commencer les travaux. Le terrain est différent, il est facilement constructible à Imerintsiatosika. C'est un élément fondamental du point de vue technique ainsi que pour le planning et le coût. Une fondation dans un remblai n'est pas la même qu'une fondation sur terrain qui est relativement stable. En termes de planning, ce qu'avait annoncé le président de la République portait sur la cité ministérielle. Quand vous faites un projet, il y a toujours une priorité et des étapes à respecter. Je rappelle notre stratégie : ce n'est pas à l'État de tout construire. Il valorisera le terrain en apportant les équipements, les accès, les routes, l'eau, l'électricité, les hôpitaux, les centres de sécurité... Le reste est à faire par le secteur. Nous mettrons à disposition les terrains. Vous voyez, ce n'est pas l'État qui va construire les centres commerciaux. Avec notre politique de logement, nous allons travailler avec les acteurs du secteur.

Combien de temps dureront les travaux incombant au secteur public ?

Comme le prévoit la première phase, la cité administrative devrait sortir de terre vers mi-2023. C'est la partie qui me concerne. Mais rien n'empêche, par exemple, le ministère de l'Éducation nationale (Men) de travailler sur la construction d'écoles en parallèle.

L'ensemble du budget de la partie malgache n'est donc pas géré par le vice-ministère des Villes nouvelles et de l'Habitat ?

Nous valoriserons le site à travers les jardins, les routes, les trottoirs, les ponts, les luminaires... Après, nous pourrions discuter avec des partenaires potentiels. Pour l'électricité par exemple, pourquoi ne pas le confier à un opérateur privé ? Tout est possible. Nous cherchons l'efficience. Les opérateurs et les partenaires réaliseront les travaux, nous nous chargerons du pilotage des acteurs qui vont nous permettre d'avoir un lieu qui sera valorisable et constructible.

Dans la perception populaire, cette nouvelle ville ne sera réservée qu'aux plus nantis. Qu'en pensez-vous ?

C'est une mauvaise compréhension du projet. À travers Imerintsiatosika, nous allons déjà bâtir des logements sociaux pour les couches sociales les plus vulnérables. 320 logements seront construits. En fait, Imerintsiatosika est le trait d'union entre ce qu'il y avait avant le projet et après. Je conçois tout à fait que les gens puissent penser qu'il n'est réservé qu'aux riches, car dans les images, nous pouvons apprécier les gratte-ciels et les infrastructures innovantes. L'on a tendance à penser : "ce n'est sûrement pas fait pour nous". Une fois de plus, on met en place Tanà-Masoandro pour tout le monde.

Du point de vue de la décentralisation, cette nouvelle ville ne risque-t-elle pas de perpétuer une tendance forte à la centralisation de l'administration ? Quelle est votre position par rapport à cette situation ?

La nouvelle ville ne va pas poser davantage de problèmes au niveau de la décentralisation. Elle renforcera et améliorera un système existant. Par contre, là où vous avez raison, si l'on crée de la valeur au niveau d'Antananarivo, ne risquons-nous pas d'avoir un impact au niveau de l'exode rural? Beaucoup de citoyens vont vouloir aller dans la capitale. C'est la raison pour laquelle le vice-ministère des Villes nouvelles et de l'Habitat s'attèle à mettre sur pied d'autres projets en régions. Dans le Diana, certains territoires ne demandent qu'à être valorisés, comme Andrakaka. Dans le Sud, il faut résoudre le kere, il importe d'arriver à trouver des solutions relativement importantes et à structurer les villes en les déclinant en des quartiers organisés, attractifs... Ce qui peut participer à réduire l'exode rural. Par exemple, les Antandroy sont des nomades. Ils peuvent parcourir de longues distances. Il est important de leur donner des projets extraordinaires localement pour qu'ils n'aient plus à s'exiler à l'autre bout du pays. Ceci est le rôle des différents départements : créer des pôles d'attractivité pour continuer à dynamiser le territoire et les régions. Mais il n'y a pas que les régions. Nous travaillons tout d'abord au niveau des communes. Lors du dernier salon de l'habitat, nous avons signé deux conventions pilotes avec les communes de Bongatsara et d'Anosiavaratra. Nous allons accompagner les communes pour qu'elles puissent monter leurs propres projets. Malgré toutes les bonnes volontés, ce n'est ni moi ni mes conseillers techniques qui arriverions à bâtir les 50 000 logements dans tout le pays. C'est un effort collectif. Nous encourageons les transferts de compétences. Nous mettons les structures locales en relation avec les entreprises, les accompagnons pour trouver les bons partenaires financiers et techniques. Nous cherchons les investisseurs, nous effectuons les visites de lieu avec eux, nous les rassurons. L'objectif est que chaque municipalité puisse devenir indépendante. Nous commençons avec deux projets pilotes. À Anosiavaratra, il s'agit d'un petit terrain de trois hectares, dans un futur proche on dépassera les 20 ou les 30 ha...

Avec le contexte, les moyens dont vous disposez et la vision, avez-vous l'impression d'être performant?

Ie suis relativement content en termes de performance. Nous avons eu l'objectif de lancer 800 logements sociaux. C'est un fait inédit dans l'histoire de Madagascar. Nous sommes encore loin des 50 000 logements, je vous l'accorde, mais ce n'est déjà pas mal vu le contexte. Il est vrai que j'ai fait toute ma carrière dans le secteur privé. On v est jugé par la performance à la fin de l'année. Dans le secteur public, nous n'avons pas la même latitude en termes de décisions pour aller beaucoup plus vite. Comme dans tous les pays, les procédures permettent de protéger les fonds de l'État. Sinon, globalement, je pense que nous sommes fiers de nous. P

JUMELAGES: LA TENDANCE DES COMMUNES

L'information est curieuse. En 2019, Lalao Ravalomanana, la maire d'Antananarivo à l'époque, avait reçu une délégation dans ses bureaux. Elle était composée de membres de l'association African Israël initiative (AII). Le sujet portait sur un possible jumelage d'Antananarivo et Jérusalem. Israël avait établi sa capitale dans cette ville, un choix qui n'est pas reconnu par une grande partie de la communauté internationale. Le projet est resté lettre morte, mais met la lumière sur ce concept bien souvent opaque pour les habitants des villes.

Qu'est-ce qui motive les communes à opérer les jumelages ? Il est d'abord question d'affinité entre peuples. « Des citoyens venant d'un pays étranger tissent une relation avec les responsables municipaux. Ils veulent s'impliquer davantage et apporter des solutions concrètes à des problèmes non moins concrets comme l'adduction d'eau, l'éducation ou la santé. Pour matérialiser et faciliter les projets, ils peuvent faire appel à leur municipalité », nous indique une source rompue aux questions de collectivités décentralisées. Des questions économiques entrent également en compte.

Ainsi, le jumelage de la ville d'Antsiranana avec la ville de Zhengzhou signé en 2017, à l'île Maurice, avait pour velléité d'encourager l'élaboration mutuelle des projets liés surtout à l'industrie touristique et culturelle. Ce sont les municipalités malgaches qui ont tout à gagner, à travers ces jumelages, notamment en termes d'infrastructures et/ou de coopérations techniques. Les maires, ou des techniciens, sont bien souvent invités à des voyages internationaux. «Bien entendu, les communes malgaches sont gagnantes mais rappelons que leurs homologues de l'étranger envoient souvent des coopérants avec des projets ou des idées. Dans ce sens, le jumelage devient un laboratoire et un champ d'expérimentation pour elles », soutient notre interlocuteur.

Étonnamment, la liste officielle des communes françaises jumelées avec leurs consœurs malgaches n'est pas très épaisse. Fontenay-aux-Roses et Nice sont jumelées avec Antananarivo. La Roche-Posay avec Antsirabe. Parthenay avec Manakara. Saint-Étienne et Toamasina. Les communes réunionnaises sont aussi de «bons clients» pour les cités malgaches. Antanifotsy et La Possession sont villes jumelles depuis 1995.

R.A.

Assainissement

Une sale affaire des villes

Le manque d'assainissement est un problème majeur à Madagascar. Les eaux usées ne sont pas traitées et les maladies liées à l'eau sont la deuxième cause de mortalité dans le pays.



a ville de Toamasina est desservie par un système d'assainissement liquide unitaire extrêmement limité. Deux canaux, le Canal des Pangalanes et le Canal du Nord, récupèrent les eaux usées domestiques et pluviales, et les déversent directement dans la mer. Antananarivo n'est pas mieux lotie avec ses trois principaux canaux: Andriantany, le canal C3 et le canal Génie rural (GR). Ils permettent chacun, selon leur fonction, de drainer les eaux collectées par les divers bassins tampons des plaines autour de la capitale et d'évacuer les eaux usées des habitants de la ville. Antananarivo est l'une des seules grandes métropoles qui ne possède aucune infrastructure de traitement des eaux usées. Les eaux noires et eaux grises sont directement rejetées dans le milieu naturel. De manière générale, les deux villes principales de la Grande île souffrent énormément de manque d'infrastructures d'assainissement.

ENJEUX

Comme dans la plupart des villes d'Afrique, l'assainissement des *excreta* (fèces et urines) à Toamasina et Antananarivo repose essentiellement sur l'utilisation de latrines qui servent à les stocker, rarement à les traiter. Dans la capitale malgache, les ménages sont essentiellement équipés en toilettes non hygiéniques (70 %) et les solutions d'évacuation

et de traitement des eaux usées et des boues de vidange de fosses de toilettes sont peu nombreuses. « La CUA a un système de collecte d'eaux usées sur une longueur totale d'environ 175 km. Le système d'évacuation n'est disponible que dans les 1er et 3è arrondissements qui couvrent 17% de la population d'Antananarivo intra-muros », détaille un technicien du ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH), s'appuyant sur le Plan d'urbanisme directeur (Pudi). Le réseau est largement insuffisant eu égard à l'accroissement de la population.

STATU QUO

Les villes malgaches accusent un retard très important dans le domaine de l'assainissement ce qui peut entraîner des conséquences néfastes sur la santé publique. Les eaux brutes utilisées pour alimenter les villes en eau potable sont en effet de plus en plus polluées par les rejets incontrôlés de l'assainissement des grandes villes malgaches.

Pis, pour Antananarivo, la majorité des boues de vidange (boues vidangées de tout genre provenant de systèmes d'assainissement individuel tels que fosses septiques, latrines à seau, latrines à fosse...) est déversée soit directement dans l'Ikopa, soit au point de rejet d'Ambohitrimanjaka pour les vidanges mécanisées, soit de manière éparpillée pour les vidanges mécanisées et manuelles. La majorité des habitations n'est pas raccordée à un

réseau d'égouts. Or en aval, de nombreuses rizières sont alimentées par l'Ikopa et de nombreux ménages boivent directement l'eau contaminée. Mais faute d'études menées sur ce sujet, tout le monde se contente du statu quo qui arrange bien les affaires de la Ville des Mille.

INVESTISSEMENTS

Selon les études incluses dans le Schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales, des eaux usées et des *excreta* – dans le cadre du Programme intégré d'assainissement d'Antananarivo (PIAA) –, d'ici 2037, le coût total à mobiliser à la charge du secteur public devrait atteindre 809 millions d'euros, en termes d'assainissement, avec des projets prioritaires comme la mise en place de stations de traitement des boues de vidange, des points de transfert des boues de vidange, la création de biodigesteurs, le renforcement des capacités de la CUA et du Service autonome de la maintenance de la ville d'Antananarivo (Samva), etc.

Ces investissements sont nécessaires pour réhabiliter la situation dans la capitale, mais les autres villes, amenées à grossir constamment, doivent faire le même investissement. Pour, au moins rattraper le temps perdu. Dès 1842, par exemple, Hambourg avait réalisé son réseau après le grand incendie de la ville. Entre 1860 et 1870, Paris s'était doté de 400 km de canalisation...P

CMH: SENSIBILISER LES CITOYENS TANANARIVIENS À L'HYGIÈNE

La capitale de la Grande île fait face à des défis immenses en termes d'assainissement. La vétusté des infrastructures, leur qualité... en sont des raisons, mais la question de civisme y est également pour beaucoup. Le Service autonome de la maintenance de la ville d'Antananarivo (Samva), qui a mué entre temps en Société municipale d'assainissement (SMA) – et qui revient sous le giron de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) –, collecte entre 200 à 1 500 tonnes par jour de déchets ménagers, notamment en période de fête.

La gestion difficile de ces derniers n'est que la partie émergée de l'iceberg, l'incivilité est quasiment érigée en tant que dogme. Depuis des décennies, les gouvernants successifs se sont cassé les dents à serrer la vis. Le Code municipal d'hygiène (CMH) est un des outils sur lequel compte l'équipe de la mairie actuelle pour réhabiliter la Ville des Mille. «Nous avons rêvé pour Antananarivo d'une ville propre, lumineuse, sécurisée, moderne et digne», avait expliqué Naina Andriatsitohaina, le maire de la CUA, lors de son discours, en lançant le CMH. L'épais document contenant les règles concernant, entre autres, la propreté, la santé, la sécurité publique a été traduit en supports de communication accessibles (panneaux, affiches, spots TV et radio) pour les habitants de la Ville des Mille. «Il est important de faire connaître les règles en vigueur aux citoyens avant de les appliquer et de sanctionner les contrevenants. Elles sont essentielles pour une société harmonieuse», précise Pascal Rasaony, YLTPien et conseiller technique permanent du maire d'Antananarivo. La Fondation Friedrich Ebert (FES) a appuyé la CUA dans la redynamisation de ce Code et dans sa vulgarisation. En effet, cette réglementation qui régit la ville existe depuis bien longtemps, mais elle n'a été que très rarement appliquée et n'a fait l'objet d'une mise à jour qu'en 2020.

R.A.

En partenariat avec l'ONG CID, la Revue *Politikà* détaillera avec chaque grand dossier le traitement informatif du sujet que nous y aborderons à travers les réseaux sociaux ou les médias traditionnels. L'objectif est de mettre en avant les thématiques et les guestionnements soulevés par les citoyens, par le biais des canaux digitaux, de la presse écrite, la télévision ou la radio.

ÉTUDE SUR L'INTÉRÊT ACCORDÉ PAR LES CYBERCITOYENS À LA THÉMATIQUE DE LA DÉCENTRALISATION

Les quatre Groupes de discussion sur Facebook (GDD) ayant été analysés

DÉNOMINATION DU GDD	NOMBRE DE POSTS PAR JOUR EN MOYENNE
Vaovao misongadina androany	144
Vaovao malaza eran-tany	165
Vaovaontsika - Don-dresaka - Politika avo lenta	130
24H Mada	237

L'échantillon analysé est constitué de quatre GDD. Ils ont été intégrés dans l'échantillon en raison du caractère informationnel du groupe, de l'effectif de ses membres et surtout de son caractère public.

L'intérêt des cybercitoyens vis-à-vis de la thématique de la décentralisation

GDD	NOMBRE DE PUBLICATIONS SUR LA DÉCENTRALISATION	NOMBRE TOTAL DE PUBLICATIONS EN MOYENNE
Vaovaontsika - Don-dresaka - Politika avo lenta	43	1040
24h Mada	26	1896
Vaovao malaza eran-tany	21	1320
Vaovao misongadina androany	21	1152
Total général	111	5408

Sur une moyenne de 5 048 posts publiés durant la période d'analyse du 24 février au 3 mars inclus, soit huit jours d'analyse, 111 posts concernent la décentralisation. Ce chiffre représente environ 2% de l'ensemble des thématiques abordées dans les GDD. Les membres du GDD dénommé « Vaovaontsika - Don-dresaka - Politika avo lenta » sont les plus enclins à évoquer la décentralisation dans leur post puisque malgré un nombre restreint de publications journalières, il en enregistre le plus grand nombre ayant trait à la thématique définie. Les autres GDD comptent une vingtaine de posts en tout.

Les sujets abordés

ÉTIQUETTES DE LIGNES	VALEUR (Base : 111 posts)
Ville	41%
Administration du territoire	39%
Décentralisation en général	8%
Municipalité	7%
Exode rural	4%
Code municipal d'hygiène (CMH)	2%
Total général	100%

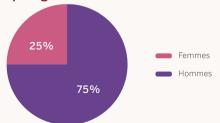
Les internautes ont parlé de la gestion de la ville en particulier. Il s'agit surtout de la création du « Chinatown » dans la ville d'Antananarivo pour laquelle l'avis de ses habitants est sollicité par le maire. Le sujet sur la « ville » s'avère prépondérant dans la mesure où les manifestations estudiantines ont été au cœur de l'actualité durant la période d'analyse, et la question de la gouvernance de la ville durant ces manifestations a été maintes fois évoquée. En outre, la gestion des ordures ou encore la circulation routière dans la ville d'Antananarivo font aussi partie des discussions.

Concernant l'administration du territoire, l'organisation des institutions et des structures administratives se trouve au centre des discussions par le biais des publications se rapportant aux attributions des institutions et aux compétences/efficacité des collectivités décentralisées comme les gouverneurs et certains ministères. Les cybercitoyens ont aussi parlé de

la répartition des infrastructures, de la distribution des ressources comme l'eau potable et les routes. Ils évoquent aussi le préfet de la ville d'Antananarivo pour les décisions prises à l'endroit des opposants politiques qui tiennent des rassemblements populaires. Dans le même fil d'idées, le fait qu'une délégation massive du gouvernement central se soit rendue à Toliara pour résoudre le problème des universitaires manifestants figure parmi les plus grandes préoccupations des internautes.

En ce qui concerne la décentralisation en général, celle-ci est mise en relation avec la politique de développement dans le pays et les promesses/ engagements présidentiels. Par contre, les internautes ne s'intéressent aucunement ni à la création de nouvelles villes, ni à la fiscalité. Le Code municipal d'hygiène (CMH) est évoqué, mais avec un intérêt minime.

Aspect genre dans les GDD



À la question de savoir : « le discours concerne-t-il un homme ou une femme ? », il apparaît que les femmes (25%) soient minoritairement interpellées comparé aux hommes (75%). Par contre, dans une structure politique malgache où les femmes représentent moins de 20% des responsables occupant un poste à responsabilités dans les instances étatiques, cette proportion de 25 % enregistrée ici par les femmes traduit une meilleure considération de la femme en tant qu'acteur de la décentralisation. Il est évident que les citoyens appellent la gent féminine à jouer un rôle plus important en la matière.

Les structures les plus sujettes à discussion

STRUCTURE DU GOUVERNEMENT CENTRAL	NOMBRE DE CITATIONS
Ministère	71%
Présidence	14%
Gouvernement	11%
Assemblée Nationale	4%
Total général	100%

Base: 111 posts

Le gouvernement ainsi que la Présidence, dont fait partie le président de la République, sont les plus cités dans les posts. À l'inverse, le pouvoir législatif est quasiment absent des publications relatives à la décentralisation, surtout le Sénat. Ce désintérêt peut signifier que le contenu des lois sur la décentralisation est encore méconnu ou que le lien entre l'ordonnancement juridique actuel et la décentralisation est difficile à établir.

Les structures étatiques ventilées par ministères

STRUCTURE DU GOUVERNEMENT CENTRAL	NOMBRE DE CITATIONS
Ministre de la Jeunesse et des Sports	26,32%
Ministre de l'Éducation nationale	21,05%
Ministre de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics	15,79%
Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	10,53%
Ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures	5,26%
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	5,26%
Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation	5,26%
Ministre de la Sécurité publique	5,26%
Gouvernement en général	5,26%
Total général	100%

Base: 111 posts

Concernant les ministères, le ministre de la Jeunesse et des Sports est souvent interpellé, mais en tant que coach de Toliara où se tiennent les manifestations estudiantines pour réclamer l'égalité de traitement avec les autres universités dans l'habilitation des diplômes délivrés par l'Université de Maninday.

La présence significative du ministère de l'Éducation nationale et celle du ministère de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics peut se justifier par le fait que les sujets sur la décentralisation soient abordés sous l'angle de la mise en place d'infrastructures publiques sur le territoire national, dont les salles de classe.

Pour sa part, le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène manque de légitimité aux yeux de certains internautes qui s'interrogent sur sa raison d'être face aux autres structures étatiques. Tantôt, il est évoqué dans le cadre des partages des ressources stratégiques telles que l'eau et de la mise en place des infrastructures y afférentes.

Les démembrements du gouvernement local les plus cités

STRUCTURE	NOMBRE DE CITATIONS
Commune	82%
Urbaine	77%
Rurale	5%
District	9%
Région	8%
Total général	100%

Base: 111 posts

Globalement, la décentralisation est assimilée par les cybercitoyens à la gestion de la commune, sachant que l'intérêt porte essentiellement sur les communes urbaines et rarement sur les communes rurales. Les *fokontany* n'ont pas figuré dans les sujets de discussion relatifs à la décentralisation. Les districts et les régions recueillent un résultat minime. À eux deux, ils enregistrent un score de 17 %, résultat qui paraît infime comparé aux sujets relatifs à la commune (82%).

Dimension politique

ÉTIQUETTES DE LIGNES	NOMBRE DE CITATIONS
Structurel	66%
Politique en tant que vision et valeurs	25%
Politique politicienne	9%
Total général	100%

Base: 111 posts

Les démembrements du gouvernement local les plus cités

STRUCTURE	NOMBRE DE CITATIONS
Commune	82%
Urbaine	77%
Rurale	5%
District	9%
Région	8%
Total général	100%

Base: 111 posts

Globalement, la décentralisation est assimilée par les cybercitoyens à la gestion de la commune, sachant que l'intérêt porte essentiellement sur les communes urbaines et rarement sur les communes rurales. Les *fokontany* n'ont pas figuré dans les sujets de discussion relatifs à la décentralisation. Les districts et les régions recueillent un résultat minime. À eux deux, ils enregistrent un score de 17 %, résultat qui paraît infime comparé aux sujets relatifs à la commune (82%).

Cadre du discours

PERCEPTION DU CYBERCITOYEN	NOMBRE DE CITATIONS
Explications	56%
Point de vue /opinions	30%
Recommandations	8%
Doute/incompréhension	6%
Total général	100%

Base: 111 posts

La plupart des cybercitoyens ont expliqué ou donné leur point de vue sur la décentralisation. Combinée avec les résultats enregistrés en matière de «dimension politique», il s'avère que la décentralisation est comprise comme la façon dont les infrastructures sont réparties sur le territoire national et telle est donc l'idée de la décentralisation véhiculée dans les médias sociaux.

Il s'avère que les citoyens réclament peu de précision au sujet de la décentralisation, que ce soit sur les lois ou sur d'autres domaines. D'ailleurs, les recommandations en matière de politique de décentralisation occupent une place minime dans le discours du citoyen (8%).

ÉTUDE SUR LA QUALITÉ DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE LA DÉCEN-TRALISATION DE LA PRESSE ÉCRITE

Le nombre d'articles relatifs à la décentralisation

ÉTIQUETTES DE LIGNES	NOMBRE TOTAL D'ARTICLES AYANT TRAIT À LA DÉCENTRALISATION	VALEUR	NOMBRE TOTAL D'ARTICLES DU JOURNAL
Gazetiko	11	4,2%	258
L'Express de Madagascar	19	1,6%	1133
La Gazette de la Grande île	23	2,5%	885
La Vérité	17	3,1%	542
Les Nouvelles	19	2,4%	773
Midi Madagasikara	21	2,4%	841
Taratra	20	3,9%	510
Tia Tanindrazana	13	2,6%	490
Total général	143	2,6%	5432

143 sur 5 432 articles tous sujets confondus ont concerné la décentralisation dans l'échantillon de presse écrite analysé. Ce chiffre représente 2,6% de la totalité des contenus journalistiques recensés durant la période d'analyse du 24 février au 3 mars 2021 inclus. L'échantillon a été défini en fonction du nombre de tirages journalier, de sa vocation généraliste et informationnelle, de sa ligne éditoriale et de la langue utilisée.

Les journaux en malgache sont plus actifs dans le traitement de cette thématique, comparé aux bilingues (français-malgache) et ceux exclusivement en français. En effet, la proportion de contenus sur la décentralisation est importante pour *Gazetiko* et *Taratra*. Ces deux journaux en-

registrent cependant un nombre d'articles assez minime en termes de quantité, mais comme indiqué plus haut, dans une proportion importante comparée au nombre de pages de ces journaux qui est limité à huit par édition.

La Gazette de la Grande île, connue pour être un journal d'opinion, recense le plus grand nombre d'articles ayant trait à la décentralisation, suivie de *Midi Madagasikara* et de *Taratra* ainsi que de Les Nouvelles. D'ailleurs, le nombre d'articles recensés dans l'ensemble de ces journaux tourne autour d'une vingtaine.

Angle de traitement journalistique

ANGLE DE TRAITEMENT	VALEUR
Social	52%
Politique	32%
Économique	15%
Autre	1%
Total général	100%

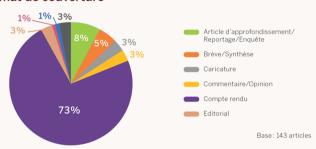
Base: 143 articles

Dans près de la moitié des cas, les articles concernant la décentralisation apparaissent dans la rubrique sociale. L'importance du social dans la répartition des ressources et les transferts de compétences est mise en avant par les journaux au travers de leurs articles, de même que la décentralisation dans son aspect politique.

A contrario, peu d'informations ont concerné la décentralisation dans son aspect économique, qui pourrait pourtant être orienté sur son impact économique, la privatisation, les décentralisations des marchés (publics

entre autres) ... La complexité de la question pourrait justifier la couverture minime de la décentralisation de ce point de vue. La décentralisation du point de vue du thème culturel n'est quasiment pas traitée, de même dans son aspect relatif au sport, des questions qui sont pourtant de la compétence des Collectivités territoriales décentralisées (CTD). Ces dernières concourent à la décentralisation culturelle dans le sens où elles peuvent renforcer la coordination des interventions/décisions dans le respect des initiatives locales et de la diversité culturelle.

Format de couverture



Les journalistes ont traité la décentralisation dans le cadre de compte-rendu dans 73% des cas. Il s'agit du format « classique » privilégié par la presse écrite. Les articles d'approfondissement abordant ce thème ont été minimes (8%). Les autres formats possibles tels que les caricatures, les commentaires, l'éditorial ou encore les brèves ont été quasiment absents. Autrement dit, les journalistes n'ont pas diversifié les formats de couverture du thème.

Sujets abordés

SUJETS TRAITÉS	VALEUR
Administration du territoire	38%
Ville	24%
Décentralisation en général	12%
CMH	9%
Municipalité	10%
Fiscalité	4%
Exode rural	1%
Nouvelle ville	1%
Total général	100%

Base: 143 articles

Les sujets sont plus variés comparés aux résultats obtenus dans les GDD, démontrant ainsi le professionnalisme des médias en tant que vecteurs d'information. En effet, les questions de la fiscalité et des « nouvelles villes » sont abordées, bien que de façon minime au même titre que l'exode rural. Les sujets les plus discutés restent l'administration du territoire, la gestion de la ville et la décentralisation en général. Le CMH se trouve aussi sur le devant de la scène.

Cibles de l'information

CIBLES DE L'INFORMATION	VALEUR
Structurel	95%
Personnel	4%
N/D (Non Défini)	1%
Total général	100%

Base: 143 articles

De manière générale, les journaux interpellent les institutions étatiques en tant que «groupe» et rarement de façon individuelle lorsqu'ils abordent la question de la décentralisation. Ainsi, ils tiennent le «ministère», la «Primature», ou la «Présidence» pour responsables au lieu de cibler les ministres ou le Premier ministre ou le président de la République. Il en découle que la mise en œuvre de la décentralisation incombe pour les médias, aux institutions et non à chacun des responsables la composant.

Aspect sensible au genre



Les médias sont moins sensibles au genre que les internautes. 80% des contenus journalistiques ayant mis en avant le thème de la décentralisation ont ciblé les hommes. Cela peut s'expliquer par la composition majoritairement masculine des institutions en place. Il reste cependant que les journalistes sont encore loin de considérer l'aspect genre dans le traitement de l'information.

Focus du discours

FOCUS DU DISCOURS	VALEUR (Base: 143 articles)
Stratégie adoptée	52%
Résultats obtenus	33%
Clarification de fonctions/attributions	12%
Analyse	1%
Point de vue	1%
Total général	100%

Base: 143 articles

Les médias ont surtout relaté les stratégies adoptées ainsi que les décisions prises par les différents acteurs de la décentralisation (52%). Dans le même ordre d'idée, ils ont mis en exergue les résultats obtenus en matière de décentralisation (33%). La combinaison de ces deux résultats démontre que les médias ont surtout été les porte-voix des acteurs étatiques qui ont annoncé leurs stratégies et inauguré des infrastructures en vue du développement local. D'ailleurs, ils n'ont apporté ni leur analyse ni leur point de vue sur le sujet. Les médias ont tenu à clarifier les attributions des institutions étatiques, notamment en ce qui concerne les fonctions de la CUA en matière de gestion des déchets et des parkings. Il en est également ainsi de la compétence du préfet d'Antananarivo à ordonner la suspension des émissions «miara-manonja», ou encore des attributions des sénateurs nouvellement élus et des gouverneurs fraîchement installés. Les médias ont aussi précisé que les ristournes reviennent aux CTD et non au gouvernement central.

Image des institutions

IMAGE DES INSTITUTIONS	VALEUR (Base: 143 articles)
Positive	67%
Au service des citoyens	22%
Efficacité	23%
Mélange	22%
Transparence	1%
Aucune	17%
Négative	16%
Mélange	6%
Inefficacité	4%
Manque de redevabilité	4%
Opaque	1%
Total général	100%

Base: 143 article

Les médias offrent une image positive des institutions étatiques dans le traitement des informations relatives à la décentralisation. Ces résultats coïncident avec le fait que les médias aient mis en avant les stratégies et les résultats obtenus par les institutions, lesquels leur sont souvent favorables. Ils ne sont pas forcément qualifiés par les journalistes de «transparents» dans leurs actions, de «redevables», d'«efficaces», ou d'être «au service des citoyens», puisqu'ils ont rarement donné leur propre point de vue. Cependant, la manière dont l'information est traitée et son contenu même laissent entrevoir une image positive des institutions. Les institutions paraissent «opaques» et «inefficaces» lorsque le média met en avant des députés qui réclament davantage de décentralisation pour le développement de leur localité, ou bien dans le cadre des caricatures dans le journal.

Dimension politique de l'article

DIMENSION POLITIQUE	VALEUR (Base: 143 articles)
Structurel	66%
Politique (vision et valeurs)	25%
Politique politicienne	8%
Total général	100%

Base: 143 articles

La décentralisation sous l'angle d'une politique structurelle (66%), c'est-à-dire à travers une politique visant à transformer les structures économiques, par la création de nouvelles infrastructures publiques, a été la plus abordée par les médias. Les informations concernaient la création de routes, la fluidité des transports en ville, la création de marchés communaux, la construction de bureaux pour la commune, de nouveaux logements... ont été abondantes. La décentralisation est aussi traitée en tant que partie intégrante de la politique générale de l'État (25%), avec tous ses principes directeurs. Les médias ont parlé des visions qui ont amené à la mise en place des stratégies et aux décisions prises en matière de décentralisation. À l'opposé, la décentralisation en tant que partage de pouvoirs, en la considérant sous l'angle d'une politique politicienne a été traitée de manière sporadique (8%). Or, la décentralisation implique nécessairement un transfert de pouvoirs, idée qui est son essence même.

Payons ceux qui sauvent le monde

Il y a six ans, 196 pays ont signé l'Accord de Nous vivons dans l'époque de la dernière Paris sur le climat et se sont engagés à ne pas laisser le réchauffement

climatique dépasser les 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Malheureusement, cette promesse s'est avérée être un mensonge. Si les émissions de dioxyde de carbone continuent de se développer comme elles le font actuellement, la terre se dirige vers une augmentation de température de 3 ou 4°C. Jusqu'ici tout va bien. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Les capitalistes du secteur de l'énergie fossile ne seront pas dissuadés de ne pas se fixer sur le profit d'aujourd'hui, même si cela conduit à la destruction de la civilisation de demain. Les investissements majeurs nécessaires ne sont pas faits, car ni les marchés financiers ni la logique politique ne les rendent possibles. Le culte de la mort suicidaire appelé capitalisme se poursuit joyeusement.

Comment arrêter un développement qui conduira bientôt à une extinction massive qui coûtera des millions de vies - la vie de nos enfants et petits-enfants? Que doit-il se passer et quels moyens sont autorisés ? À quels dilemmes politiques et moraux sommes-nous réellement confrontés?

Le futur proche tournera autour de concepts tels que l'écoterrorisme, la géo-ingénierie, la guerre asymétrique ou hybride, les réfugiés climatiques ou l'agriculture biologique. Le conflit devient de plus en plus ouvert et violent, mais il sera géré par une toute petite élite politique et financière, bien que des milliards de personnes ne soient que des spectateurs dans cette discussion. Est-ce vraiment la démocratie que nous imaginons?

phase du capitalisme. L'histoire du monde

est faconnée par des cycles et des conjonctures répétitives. L'ancien régime est obligatoirement remplacé par de nouvelles idées et de nouvelles tentatives pour créer un monde toujours meilleur et plus parfait. Le capitalisme, qui a pu tenir plus de 500 ans, n'était qu'une tentative. La société dans son ensemble, doit

admettre que l'expérimentation

a échoué.

Quelle version de la réalité est la plus folle? Une réalité dans laquelle notre ordre économique récompense ceux qui font leurs profits en détruisant le monde, ou une réalité dans laquelle il est payant d'essayer de sauver le monde?

La logique politique du XXIe siècle est confrontée à un tournant. Alors que l'Union européenne a commis l'erreur de créer une véritable union politique en Europe par le biais d'une union économique, ce siècle doit envoyer un signal politique clair d'abord que les choses sur ce globe ne peuvent plus continuer comme avant.

L'inactivité de la société globale sur la question du climat est un homicide volontaire des plus pauvres du monde par l'élite politique et économique qui vit aujourd'hui sans penser à l'avenir. Pourquoi cette forme de violence institutionnelle est-elle approuvée par les gouvernements? La chose tragique de notre temps est qu'il doit d'abord y avoir plusieurs millions de morts, de terreur et de dégradation irréversible de l'environnement avant que quoi que ce soit ne change vraiment. Il est à nous tous de voir si nous nous laissons faire.P

Constantin GRUND



FRIEDRICH-FRERT-STIFTING

DIRECTEUR DE PUBLICATION Constantin GRUND

DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT John MIANDRARIVO

COMITÉ DE LECTURE

Tanteliniaina Carole RANDRIANAIVO Hanitra RAHARINOSY Hanta ANDRIANASY Tiana Claudia RASOARIJON

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Sandy RAZAFINDRABE

ASSISTANTES DE PROJET

Dominique RAMANDIMBILAHATRA Onia Fanoitra RAKOTOMALALA

BECOM EDITIONS ET COMMUNICATION

DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION

Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF

Andriamanambe RAOTO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE

Dinarimalala

ÉQUIPE PERMANENTE

Hilda HASINJO Karina ZARAZAFY Van-Lee BEHAJA

COLLABORATEURS

Andry RIANTSALAMA Faramalala RATSARATOETRA Jean Arnaud BARAKA Rado ANDRIAMAMPANDRY Tsimihipa Tahiana Valéry ANDRIAMAZAVARIVO

PHOTOS/ILLUSTRATIONS

Andry RIANTSALAMA Ihandry RANDRIAMARO Présidence de la République de Madagascar

info@politika.mg

Site web: www.politika.mg Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat, Ankadifotsy, Antananarivo 101, Madagascar Tel: 020 22 344 24 Site web · www.fes.ma

Politikà est une publication de





La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikà est interdite sans autorisation. Politikà décline toute responsabilité pour les documents remis



CNTEMAD

Station Shell
Ankadifotsy

Pharmacie
d'Ankadifotsy

Le nouveau bureau de la Fondation Friedrich Ebert à Madagascar se trouve au cœur du quartier d'Ankadifotsy, dans la villa centenaire Martrat.

Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat, Ankadifotsy

Antananarivo 101, Madagascar

Tel: +261 20 22 344 24

Site web: www.fes.mg

politika

